

Economic and Social Commission for Western Asia

Développer des stratégies d'optimisation de la dette pour améliorer l'espace budgétaire en Mauritanie

Atelier National

Organisé par l'ESCWA en collaboration avec la CNUCED
Nouakchott, Mauritanie, 19-20 juin 2023



Shared Prosperity **Dignified Life**



Niranjan Sarangi, Chargé Principal des Affaires Economiques, à l'ESCWA
Loyal Darwiche, Assistante de recherche, à l'ESCWA
Jan Gaska, Chargé des Affaires Economiques, à l'ESCWA

Session III: Structure de la dette souveraine de la Mauritanie

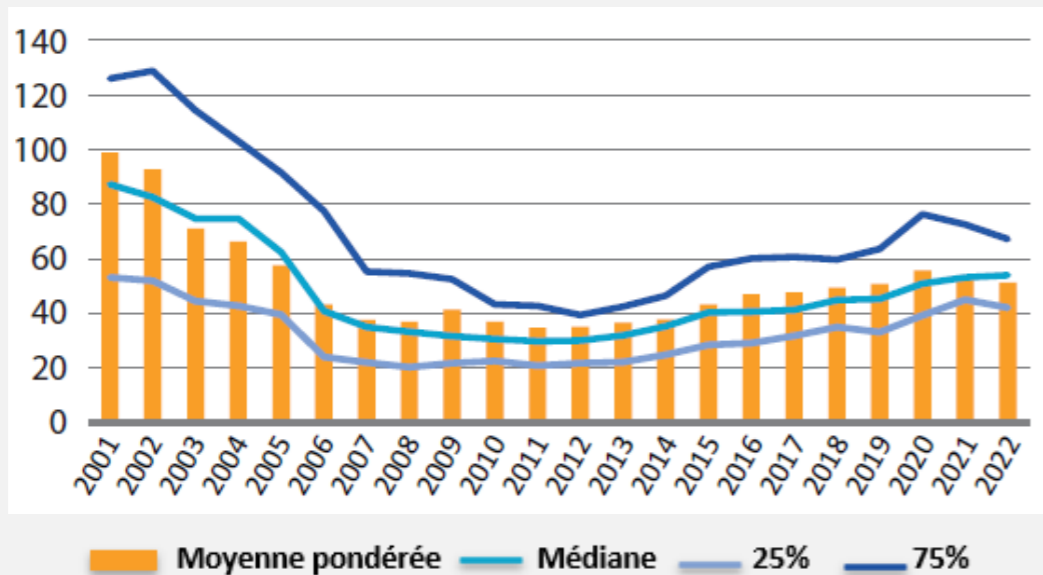
Plan

- I. Aperçu mondial et régional
- II. Mauritanie : Évolution de la dette publique et sa composition par créanciers
- III. Mauritanie : Service de la dette et sa classification par créanciers
- IV. Mauritanie : Coût de la dette publique et sa composition par créanciers
- V. Mauritanie : Risques de soutenabilité de la dette
- VI. Mauritanie : Facteurs de soutenabilité de la dette
- VII. Elaborer des stratégies d'optimisation de la dette
- VIII. Conclusion et discussion

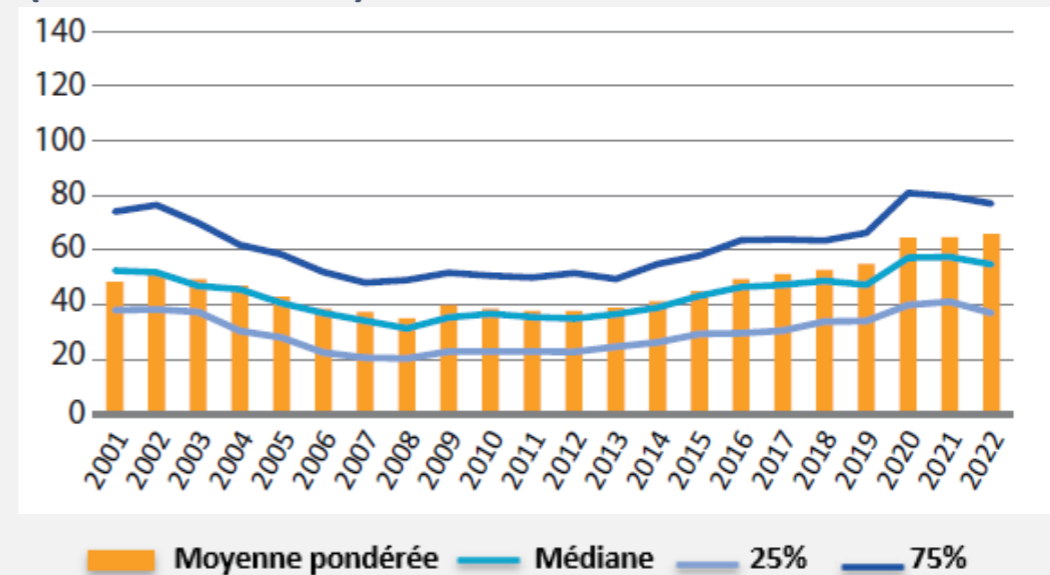
I. Aperçu mondial

Évolution de la dette publique dans les PMA et les Economies à Revenus Intermédiaires

Evolution de la dette publique dans les PMA
(Per cent of GDP)



Evolution de la dette publique des les ERI
(Per cent of GDP)



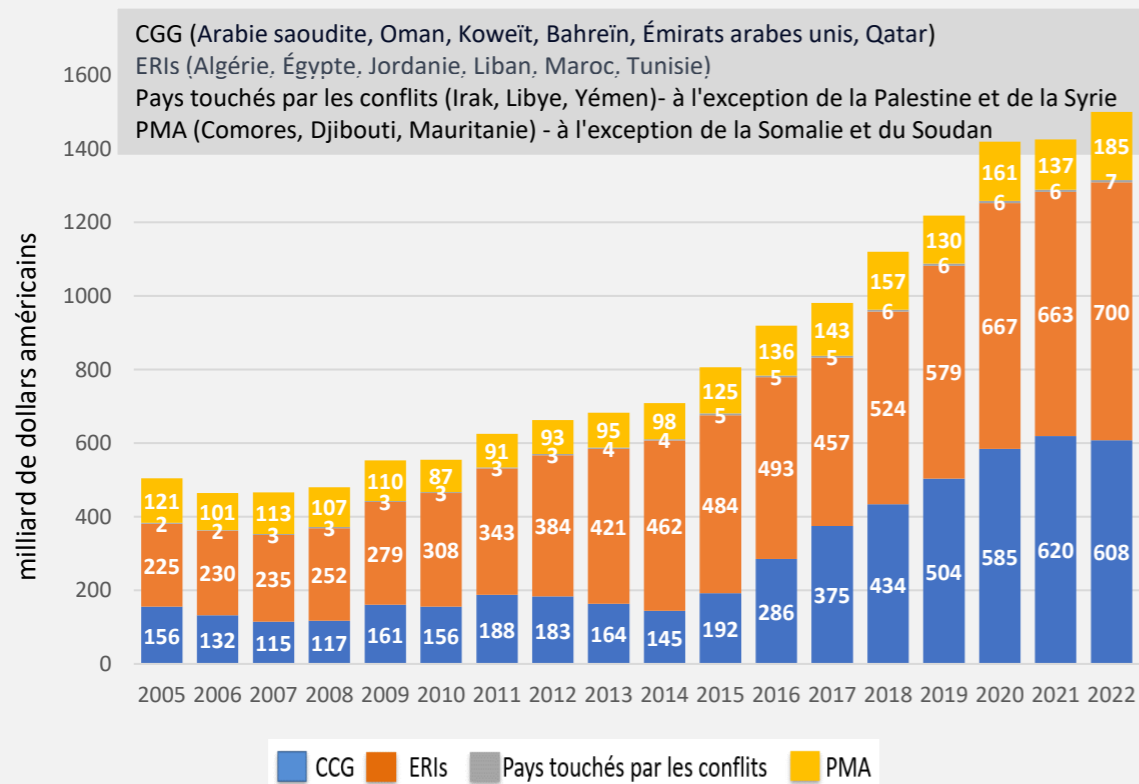
La dette des PMA diminue de moins d'un point de pourcentage pour le groupe, mais cela dissimule d'importantes différences au sein du groupe.

Source: FSDR 2023, UN DESA

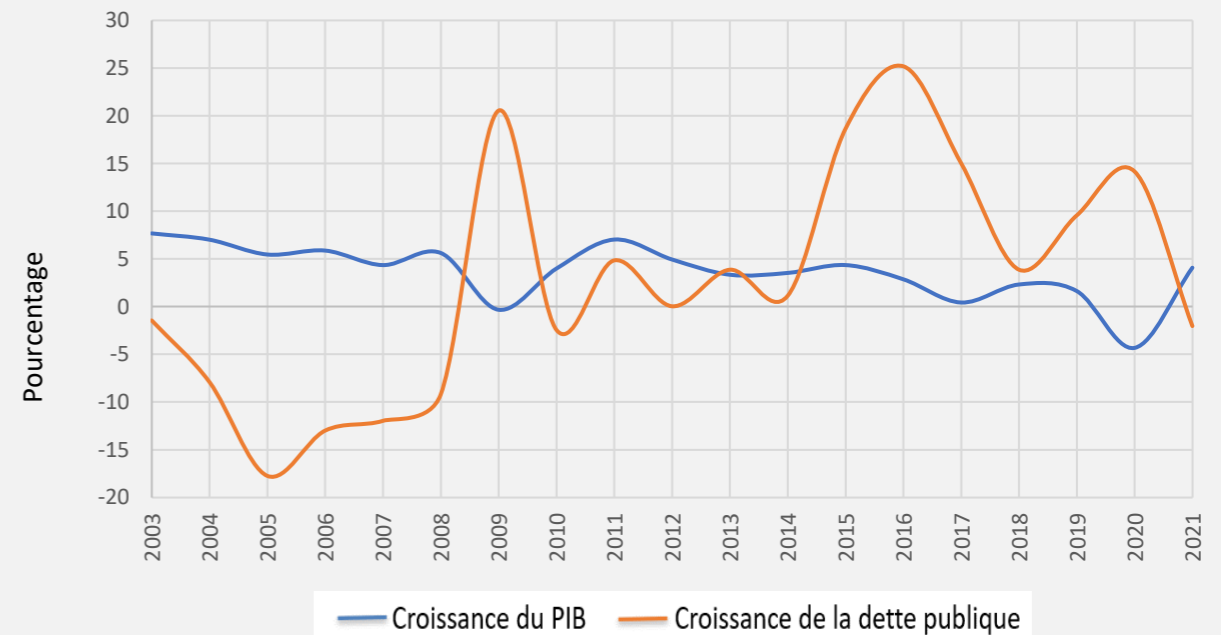
Aperçu régional

l'évolution de la dette publique dans la région arabe

Région arabe: Dette brute du gouvernement général

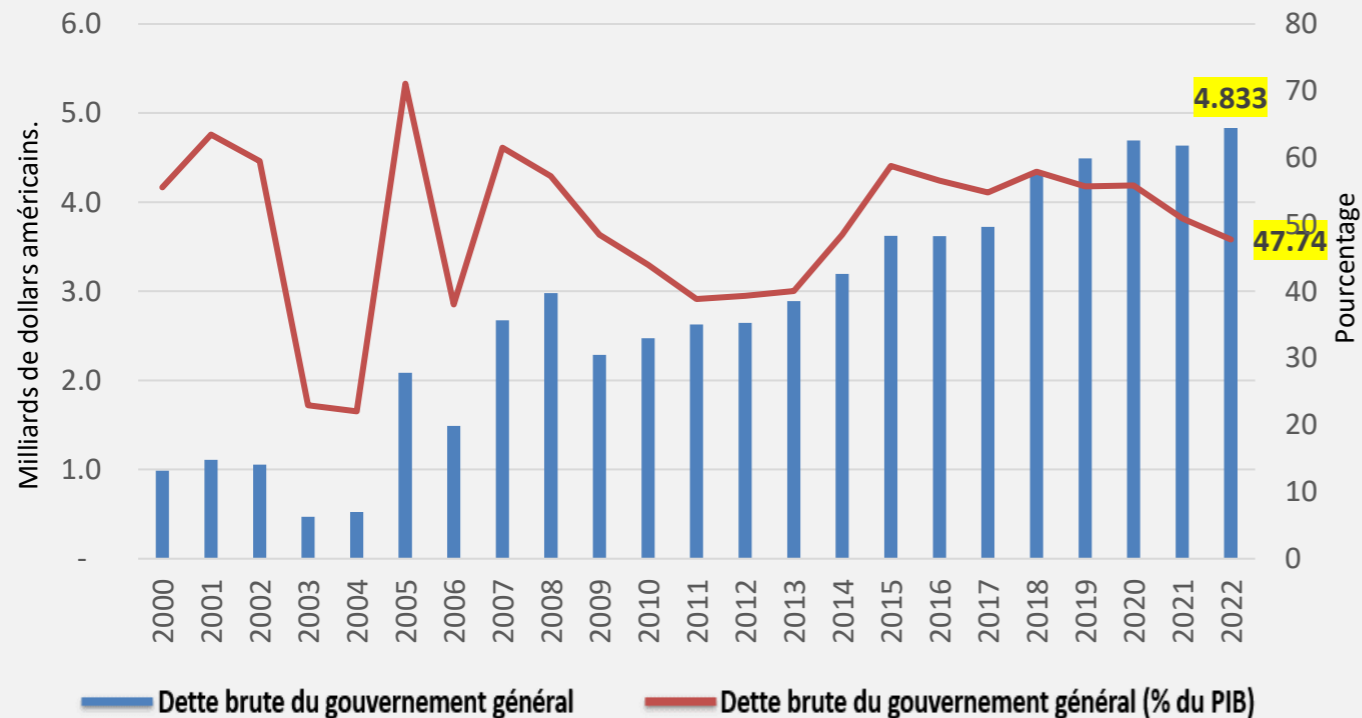


Région arabe: Croissance du PIB vs. Croissance de la dette publique (variation en pourcentage d'une année sur l'autre)



II. Profil de la dette publique en Mauritanie

Évolution de la dette publique et du ratio dette/PIB en Mauritanie



- La Mauritanie a connu une augmentation significative de sa dette publique. La dette brute totale du gouvernement général de la Mauritanie était estimée à 4,8 milliards de dollars américains en 2022.
- En termes de part du PIB, elle représente environ 48 % en 2022, soit une baisse par rapport à 58 % en 2018.

Composition de la dette publique en Mauritanie

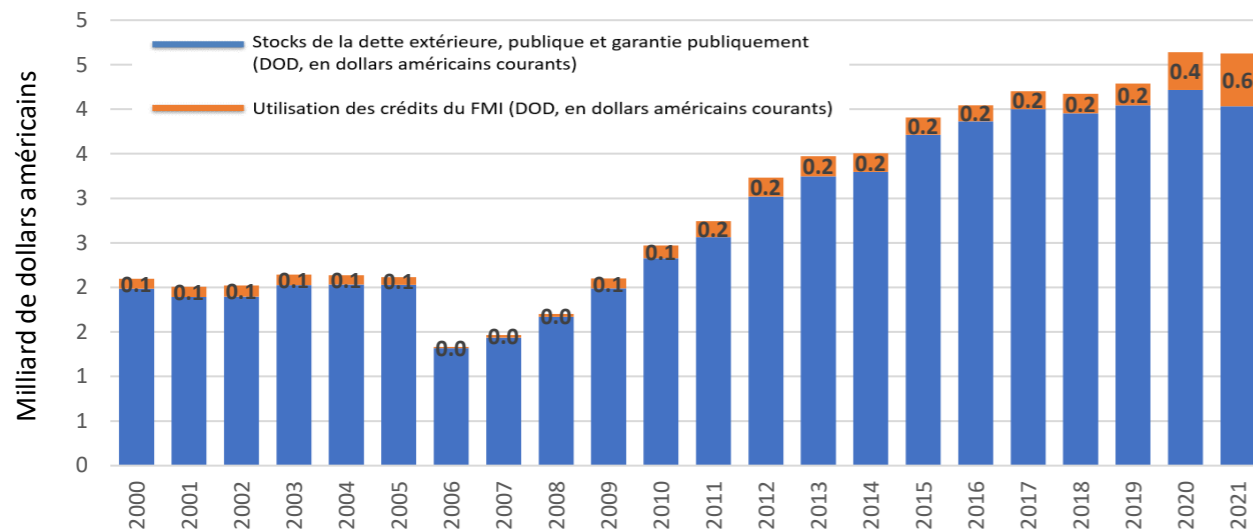
Dette extérieure vs dette intérieure

- Dette extérieure : En 2022, près de 100 % de la dette publique brute est constituée de dette externe.
- L'encours de la dette intérieure s'élève à 21,435 millions MRU (0,57 Millions de dollars américains) à fin 2022. La dette intérieure totalement libellée en monnaie locale, se subdivise en deux composantes :
 - les Bons du Trésor (30%)
 - la dette conventionnelle (70%) envers la BCM.

Composition de la dette publique externe de la Mauritanie

Classification générale des prêts et des crédits du FMI

Composition de la dette publique externe en cours



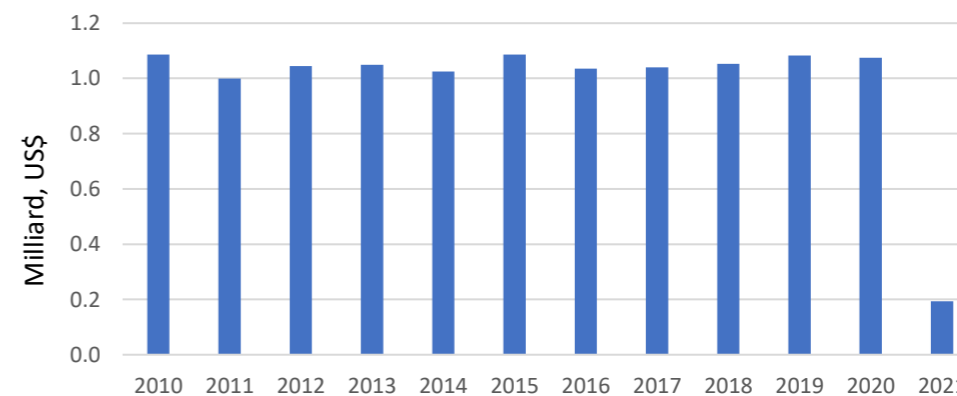
Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

- Les prêts à long terme représentaient environ 84 % de la dette extérieure totale en cours
- Les crédits du FMI et les DTS représentaient environ 12 % [Le FMI a fourni environ 195 millions de dollars par une nouvelle allocation de DTS en 2021]
- Les stocks de la dette extérieure à court terme représentaient 4 %

Financement d'urgence et allègement du service de la dette du FMI

Pays	Type de financement d'urgence	Montant approuvé (Million de SDR)	Montant approuvé (Million de dollars américains)	Date d'approbation
Mauritanie	Augmentation l'ECF	20.24	28.70	2 septembre 2020
	Facilite du crédit rapide (RCF)	95.68	130	23 avril 2020

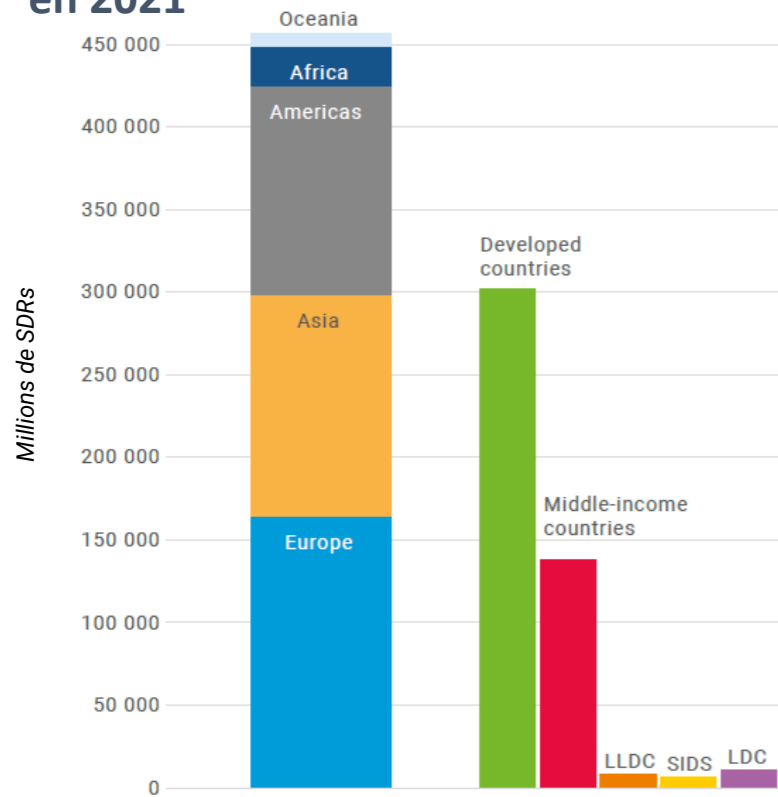
Stocks de la dette extérieure à court terme (DOD, en dollars américains courants)



Note : La classification de la dette à court terme par public ou privé n'est pas disponible.

**Sur les 650 milliards de dollars de réallocations totales des SDR, la part de la région arabe s'élevait à l'équivalent de 37,3 milliards de dollars, dont environ 15 milliards de dollars ont été reçus par les pays à revenu faible et intermédiaire (15 pays).
La Mauritanie a quant à elle reçu 195 millions de dollars (équivalent en USD).**

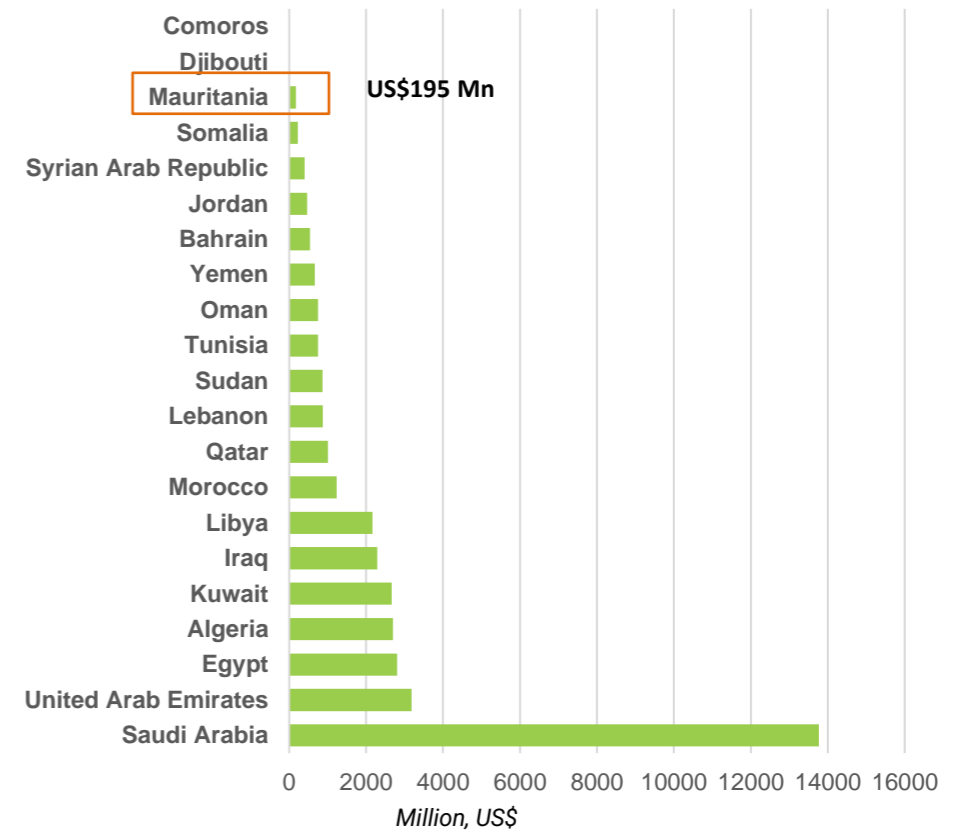
Taille de l'allocation de SDR, par région et groupe de pays, en 2021



Source: UNSG (2023).

Note: Abbreviations: LLDC, pays enclavés en développement; SIDS, pays les moins avancés; LDC, pays les moins avancés..

Allocation de SDR à la région arabe, 2021

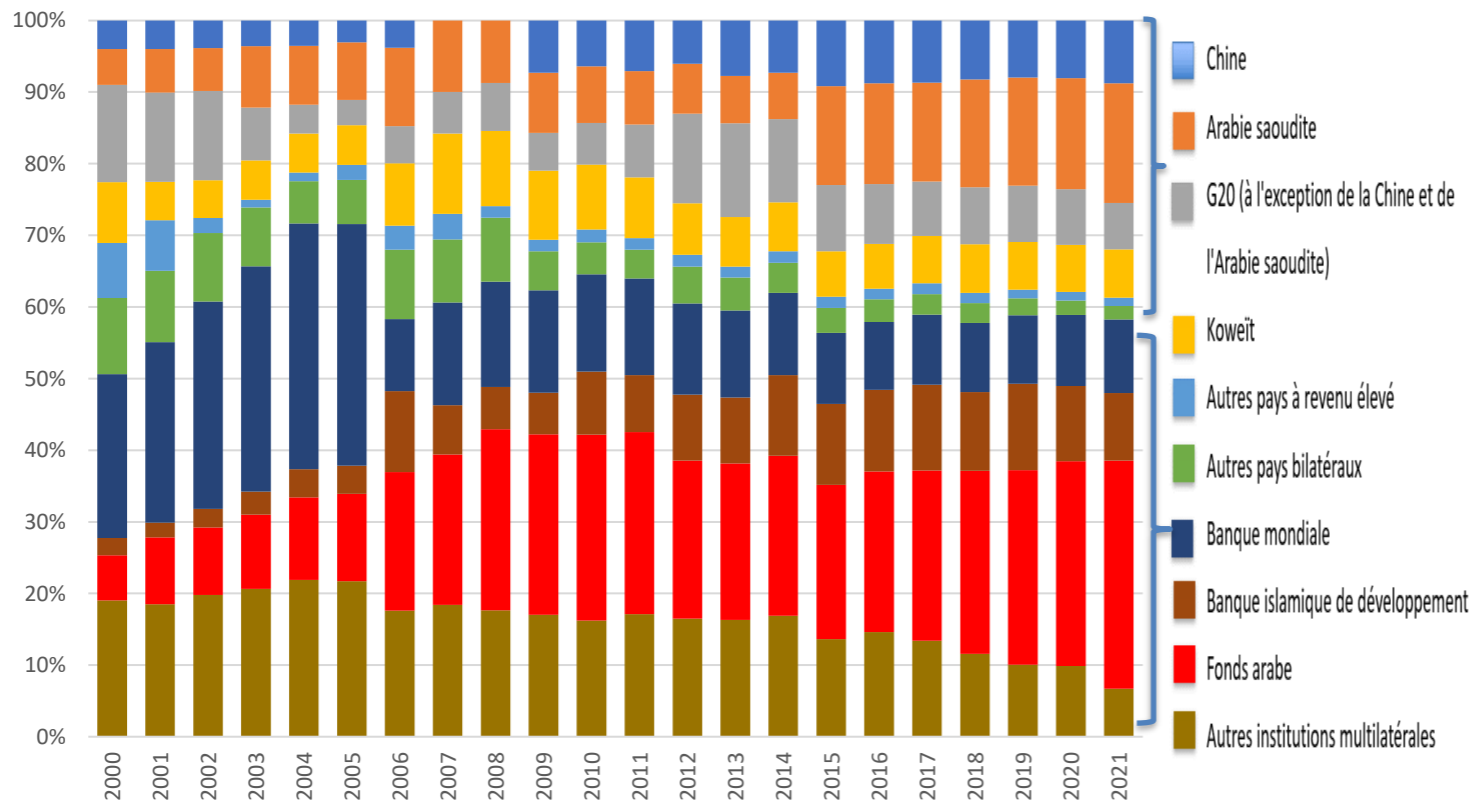


Source: Calculations based on [IMF SDR-Tracker](#)

Composition de la dette publique externe de la Mauritanie

Classification par créanciers officiels

Composition of the outstanding external debt stocks (PPG), by official creditors

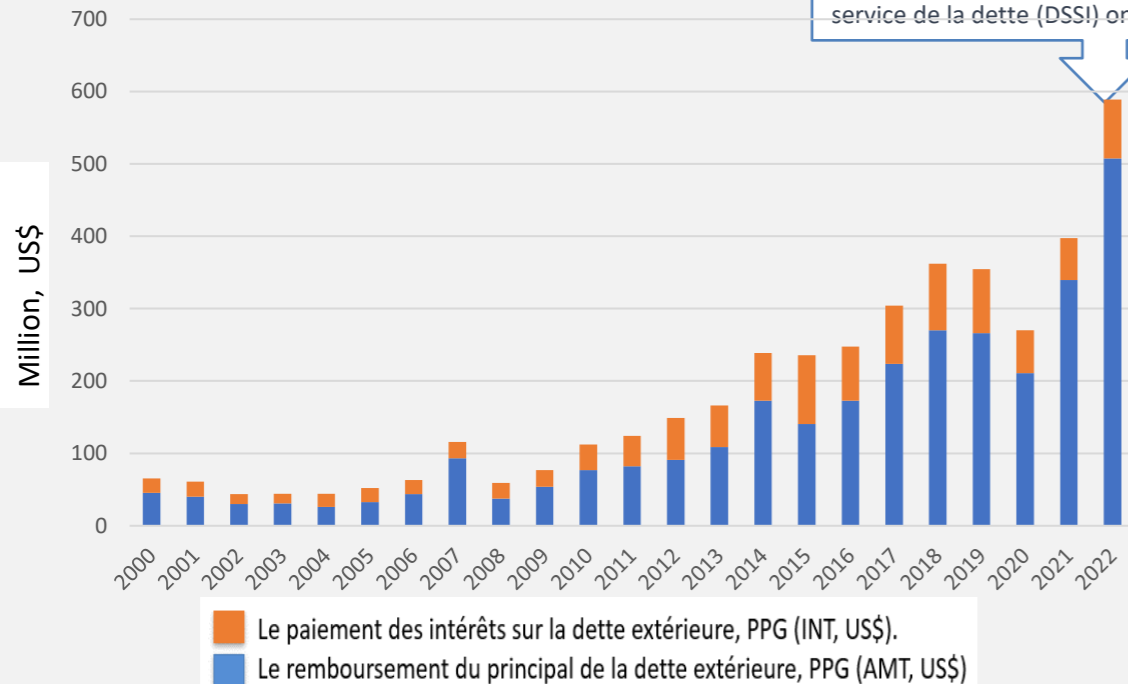


Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

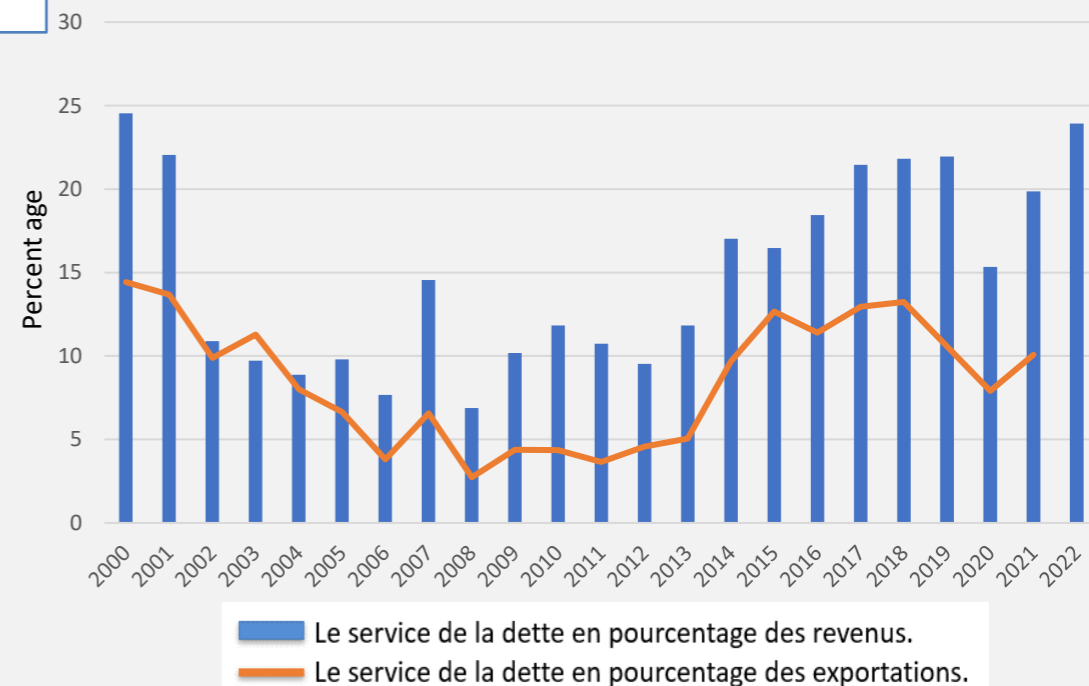
- Les institutions multilatérales continuent de détenir la majorité de la dette publique extérieure de la Mauritanie, avec le Fonds arabe détenant la plus grande partie depuis plusieurs années.
- Le montant de la dette multilatérale en cours a diminué pour atteindre 2,3 milliards de dollars, contre 2,5 milliards de dollars en 2020, représentant 48 % de la dette extérieure totale (PPG) en 2021.
- La dette bilatérale en cours représentait environ 35 % de la dette extérieure totale (PPG) en 2021.
- Parmi les créanciers bilatéraux, les pays arabes sont des créanciers majeurs de la Mauritanie.

III. Le service de la dette s'élève à environ 600 millions de dollars par an Représentant environ 20 % des recettes publiques, 10 % des revenus d'exportation

Composition du service de la dette extérieure, PPG, en Mauritanie



Le niveau élevé du service de la dette extérieure en tant que part des exportations et des recettes limite la capacité du pays à dépenser efficacement.



Source: Authors' calculations based on data from World Economic Outlook and International Debt Statistics.

Note : Malgré l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI), la Mauritanie a connu une augmentation de ses obligations de service de la dette en 2021

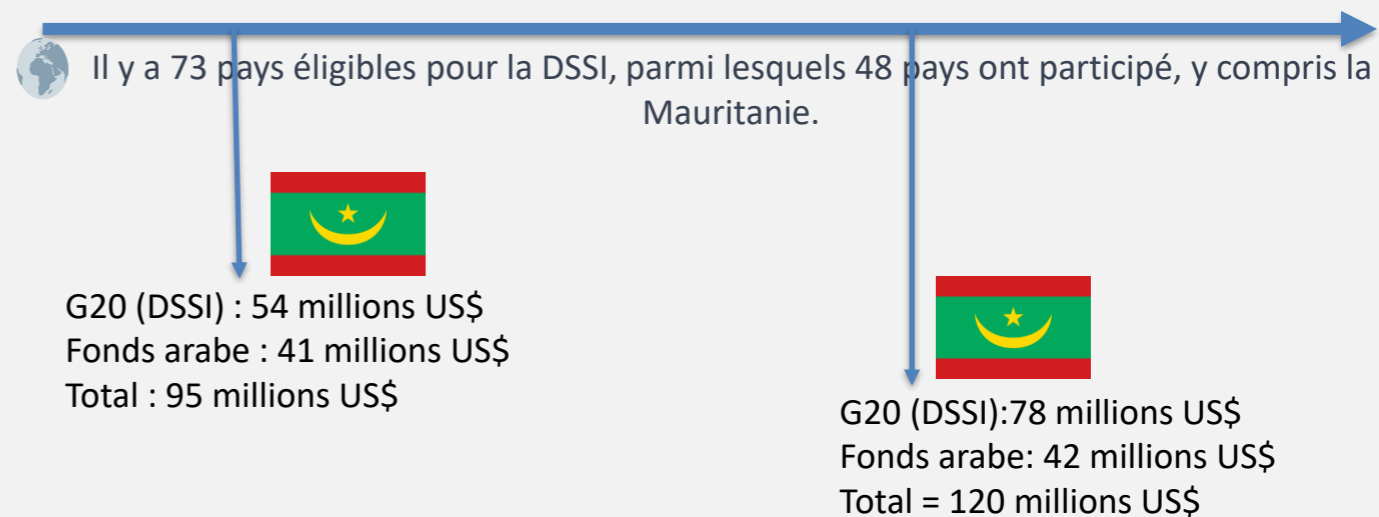
Initiative de Suspension du Service de la Dette

La Mauritanie a bénéficié de l'initiative d'un montant d'environ 120 millions de dollars en 2021, ainsi que de 95 millions de dollars en 2020.

- Entre mai 2020 et décembre 2021, l'initiative a suspendu les paiements de services de la dette d'un montant total de 12,9 milliards de dollars dus par les pays participants à leurs créanciers, selon les dernières estimations.
- La suspension du service de la dette a permis à la Mauritanie de bénéficier d'un financement exceptionnel d'environ **95 millions** de dollars entre mai et décembre 2020. La Mauritanie a également bénéficié d'une deuxième prolongation de l'initiative DSSI jusqu'à la fin de l'année 2021, après l'expiration réussie de la première prolongation en juin 2021.
- L'accord d'un an avec la FADES a expiré en juin 2021, de même que l'initiative DSSI à la fin de l'année 2021. La Mauritanie a reçu un financement exceptionnel d'environ **120 millions** de dollars en 2021 grâce à la suspension du service de la dette.

2020

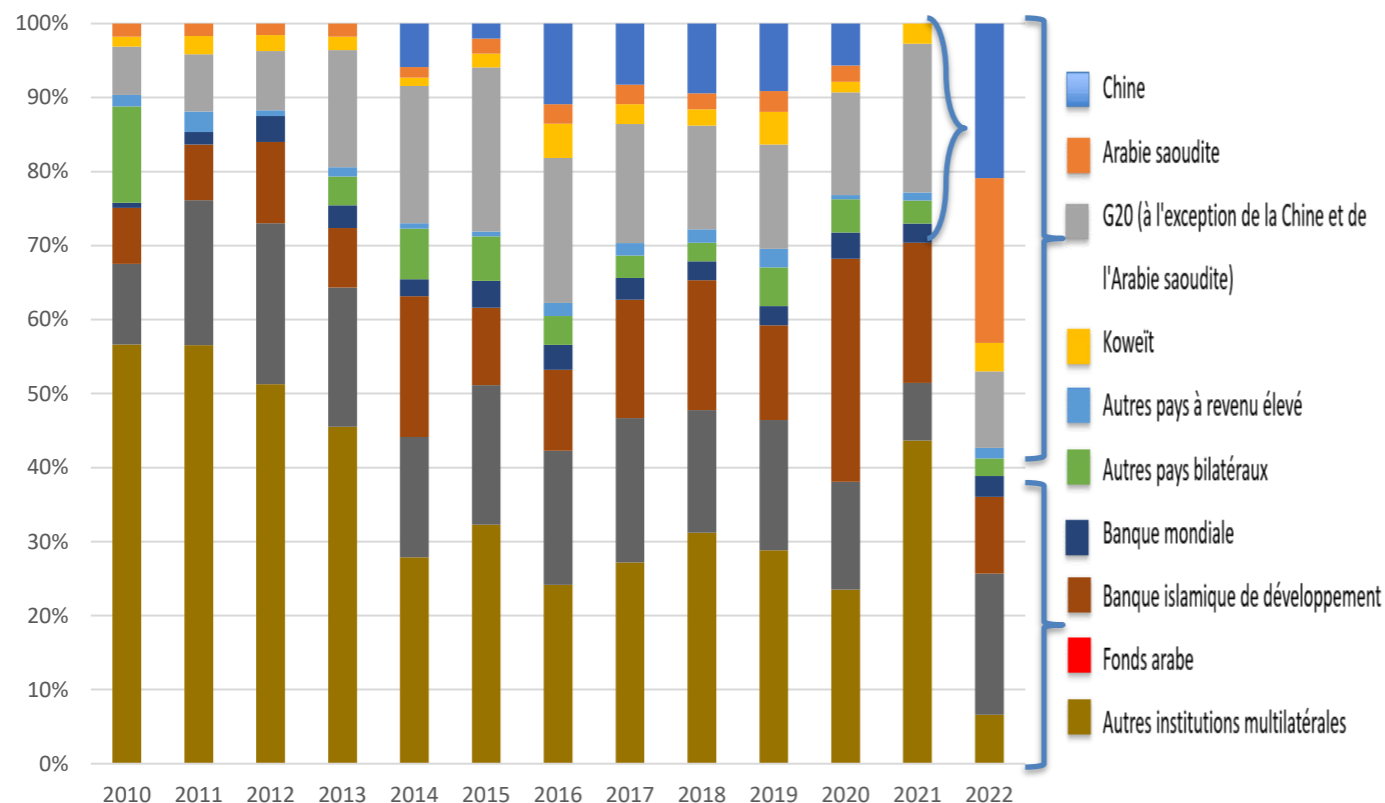
2021



La suspension du service de la dette par le Fonds arabe a pris fin à mi-2021; tandis que la suspension du service de la dette par le G20 a pris fin à la fin de l'année 2021.

Source: See IMF [e-Library](#), and World Bank [\(DSSI\)](#)

Composition des remboursements du principal (dette extérieure PPG) par les créanciers officiels

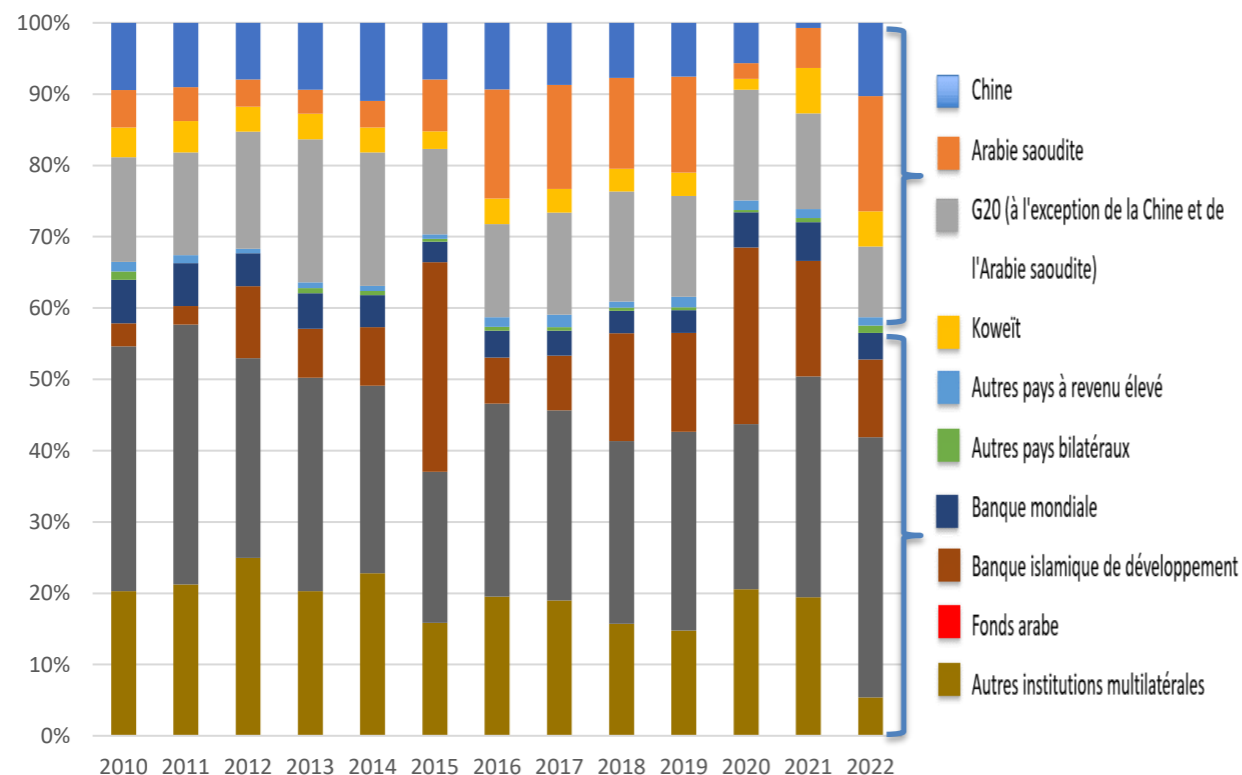


- Les organismes multilatéraux détenaient généralement la part majoritaire des remboursements du principal, représentant environ 70 % en moyenne.
- Avec la reprise des obligations de service de la dette différées dans le cadre de l'initiative DSSI en 2022, le G20 a pris en charge 53 % du total des remboursements du principal cette année-là, modifiant ainsi la structure précédente des remboursements du principal par les créanciers telle qu'elle a été observée en Mauritanie au cours de la dernière décennie.

Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

Composition des paiements d'intérêts (sur la dette extérieure PPG) par les créanciers officiels.

Composition des paiements d'intérêts (sur la dette extérieure PPG) par les créanciers officiels.



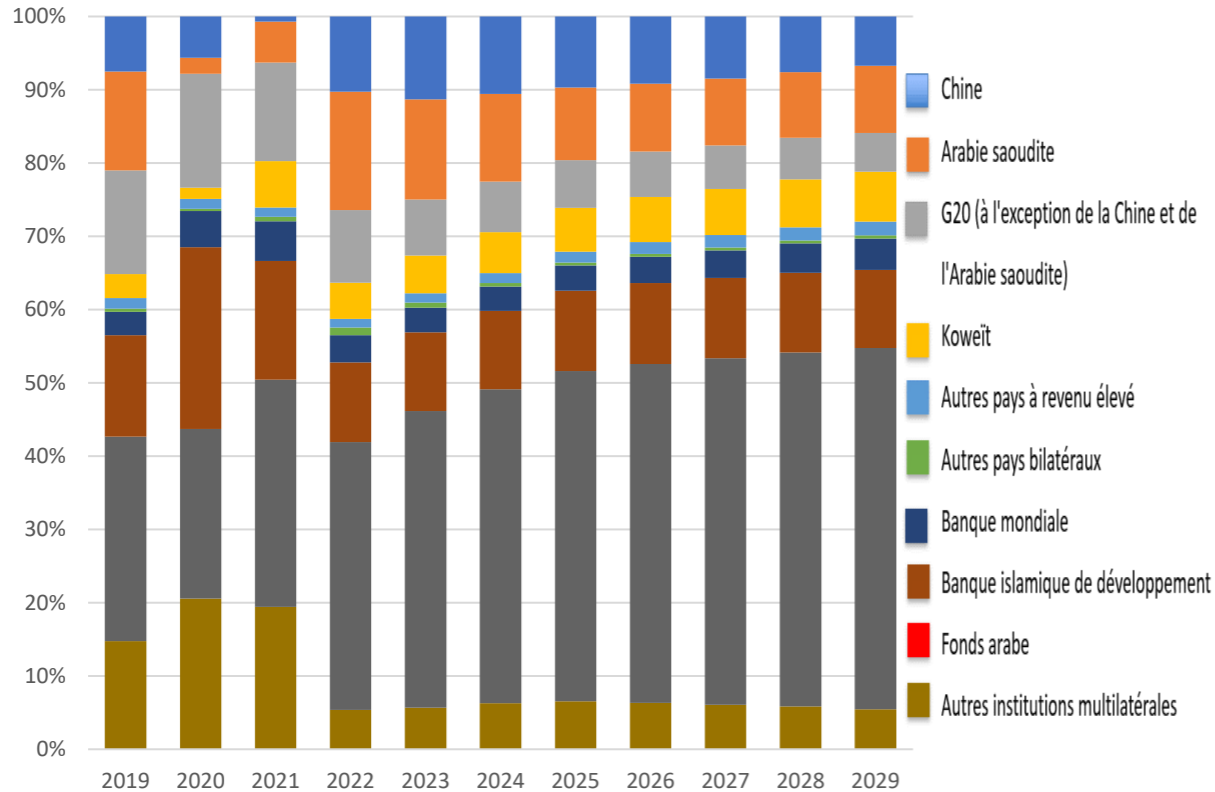
Répartition des paiements de service de la dette aux créanciers bilatéraux pour la dette extérieure (PPG) en 2022.

Total du service de la dette		Paiements d'intérêts		Remboursements du principal	
• KSA	\$126 Mn	• KSA	\$13 Mn	• KSA	\$113
• Chine	\$114 Mn	• Chine	\$8 Mn	• Chine	\$106
• Allemagne	\$32 Mn	• Kuweït	\$4	• Allemagne	\$31
• Kuweït	\$24 Mn	• Inde	\$3.7	• Kuweït	\$20
• Inde	\$16 Mn	• France	\$3.6	• Inde	\$12

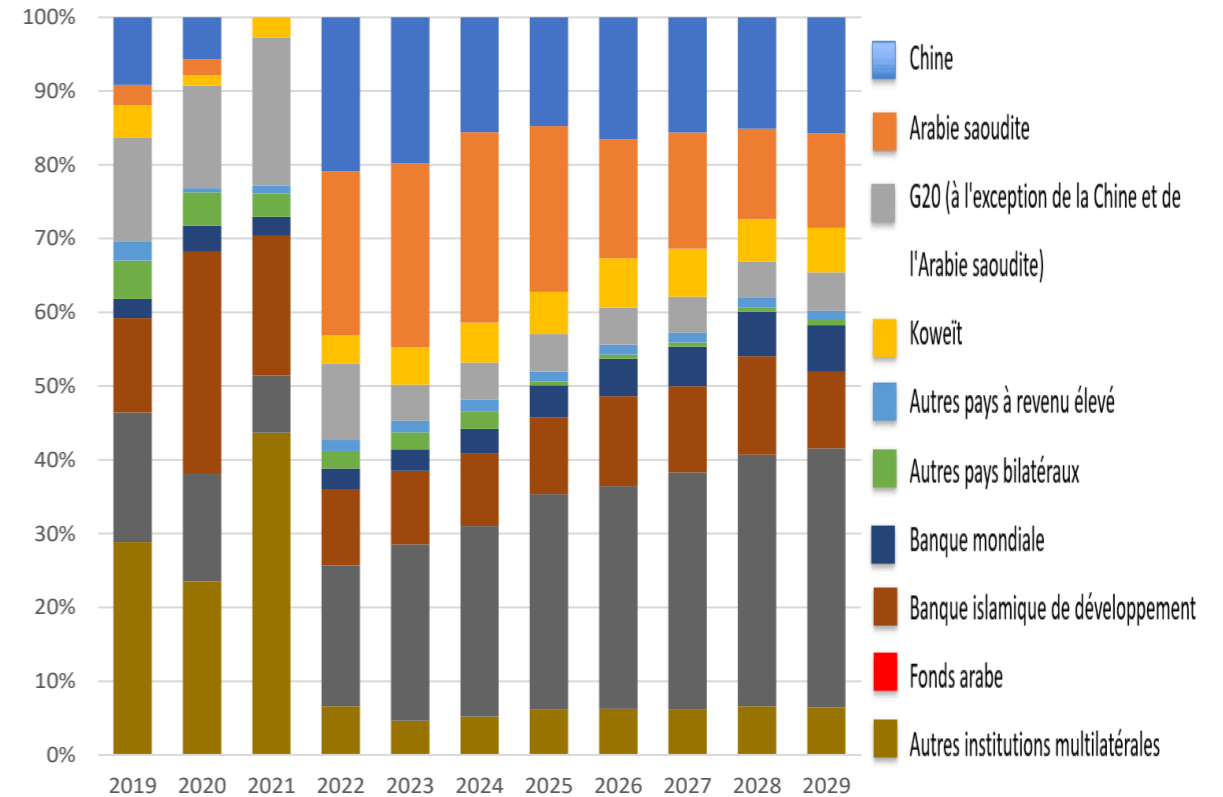
Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

Composition des paiements futurs de principal et d'intérêts (sur la dette extérieure PPG) par les créanciers officiels.

Composition des paiements d'intérêts futurs sur la dette extérieure (PPG), par les créanciers officiels.



Composition des remboursements futurs du principal de la dette extérieure (PPG), par les créanciers officiels.

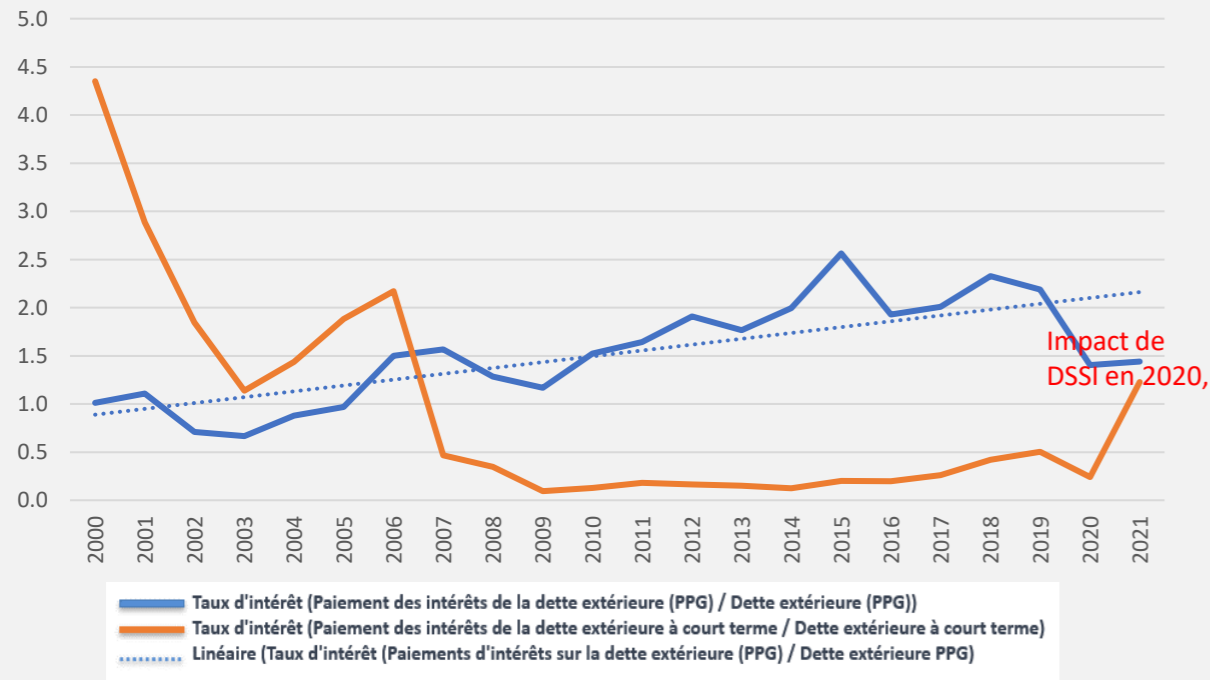


Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

IV. Coût de la dette publique et sa composition par créanciers

Taux d'intérêt de la dette publique (PPG) de la Mauritanie.

Taux d'intérêt de la dette publique extérieure et de la dette extérieure à court terme, en Mauritanie.

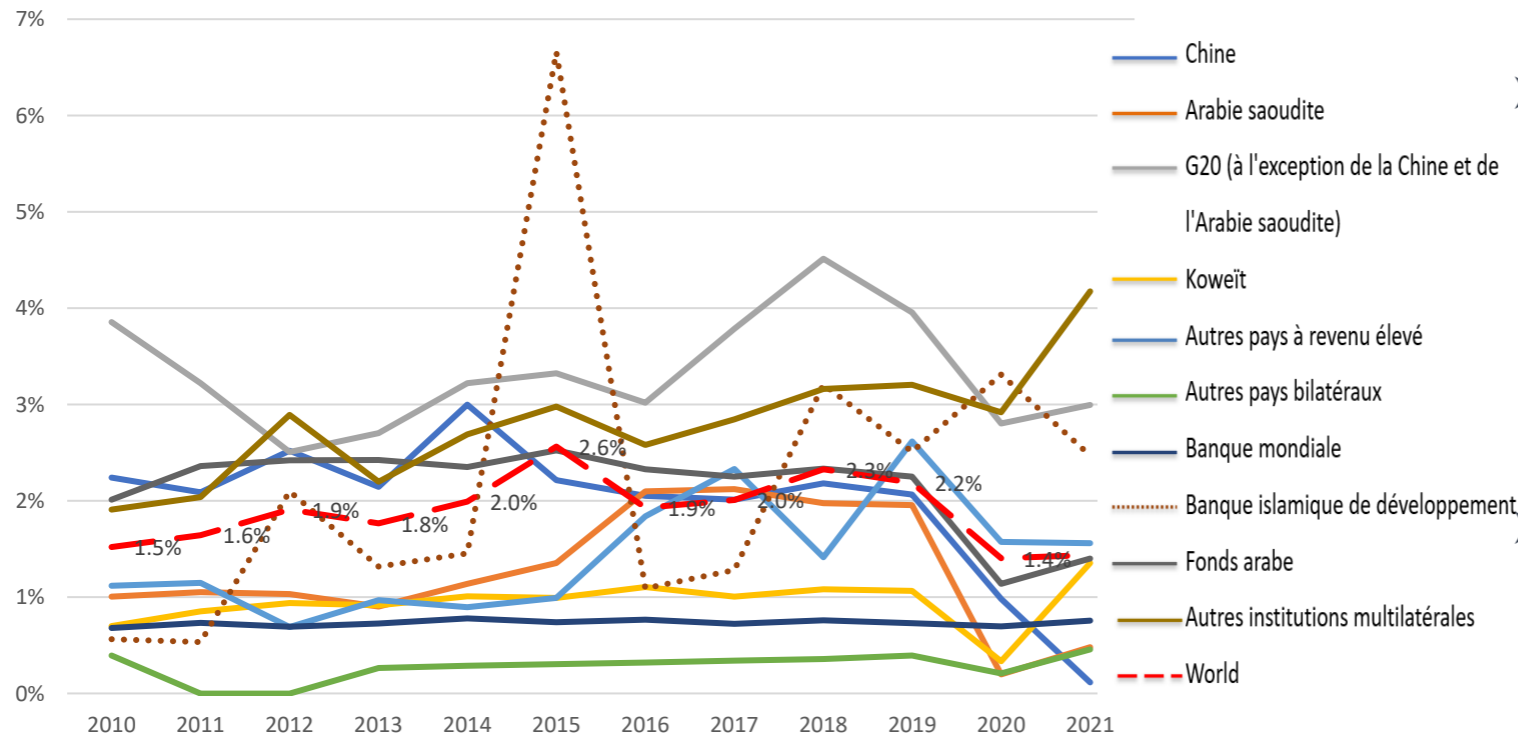


Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

- Le taux d'intérêt nominal de la dette publique extérieure à long terme (PPG) en Mauritanie a augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 1,5 % en 2010 à 2,2 % en 2019, signalant un coût plus élevé de l'emprunt extérieur.
- Le taux d'intérêt sur la dette extérieure à court terme a diminué de 2,2 % en 2006 à moins de 0,5 % entre 2007 et 2020. Cependant, en 2021, ce taux est passé à 1,2 %.
- Au cours de la dernière décennie, le taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure (PPG) des PMA était de 2 %, et de 1 % pour la dette extérieure à court terme, au niveau mondial.

Taux d'intérêt nominal et effectif sur la dette publique extérieure : *implications pour les coûts d'emprunt.*

Taux d'intérêt effectif sur la dette extérieure, PPG, par créanciers.



➤ Il y a d'importantes fluctuations des taux d'intérêt effectifs pour certains créanciers tels que la Banque islamique. Quelles en sont les raisons ?

➤ Pendant les années 2020 et 2021, le taux d'intérêt effectif est resté plus bas. Il est passé en moyenne de 2,2 % en 2019 à 1,4 % en 2021. Cette baisse est principalement due aux avantages de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (DSSI).

➤ Dans l'ensemble, le taux d'intérêt effectif varie entre 0,5 % et 4 %, ce qui montre une variation significative des taux d'emprunt auprès de différents créanciers.

Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

V. Les risques de soutenabilité de la dette en Mauritanie

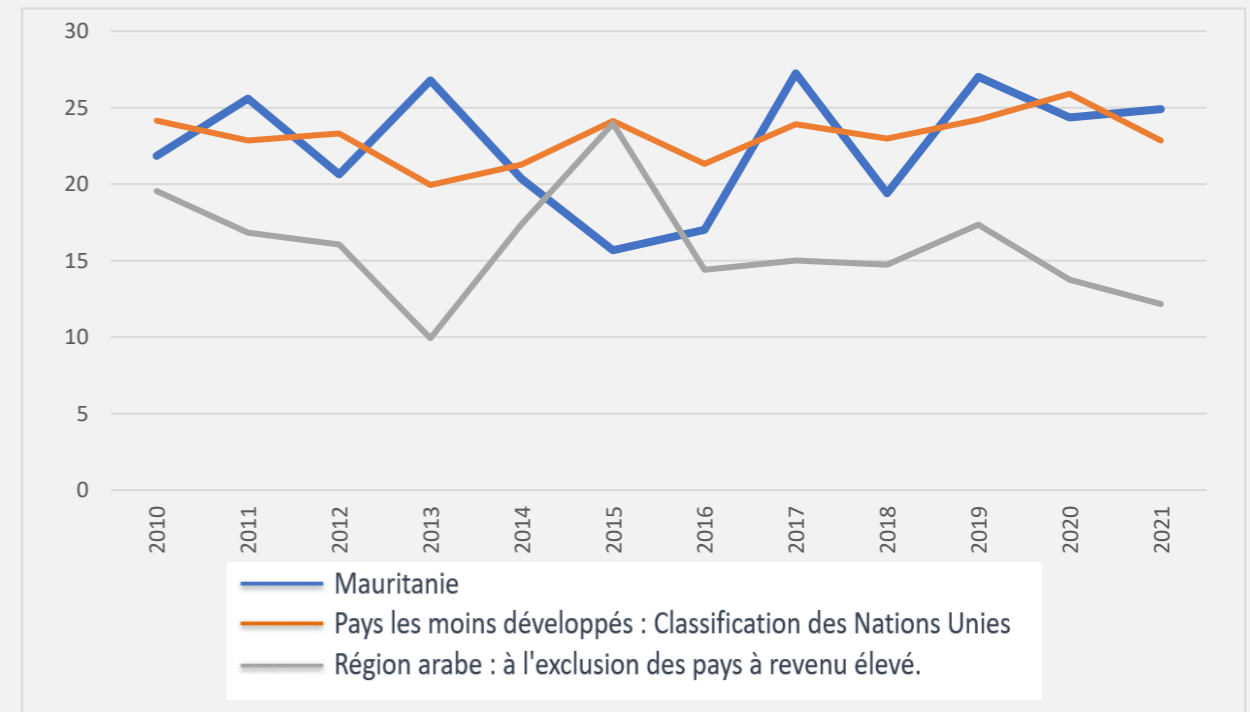
1. Risk de refinancement

- Un risque de refinancement réduit renforce la stabilité et la fiabilité dans la gestion de la dette. Les institutions multilatérales détiennent une part plus importante de la dette en Mauritanie, ce qui indique un risque de refinancement plus faible.

Risque de report et délai de maturité des engagements de la dette extérieure

- La durée moyenne de maturité des nouveaux engagements de dette extérieure se rapproche de la moyenne des pays les moins développés et est supérieure à celle de la région arabe. Cela indique un niveau prudent de gestion du risque de report.

Temps moyen jusqu'à l'échéance des nouveaux engagements de dette extérieure



Source: Authors' calculations based on data from International Debt Statistics.

Risques de soutenabilité de la dette publique

2. Risque lié aux taux d'intérêt et composition de la dette

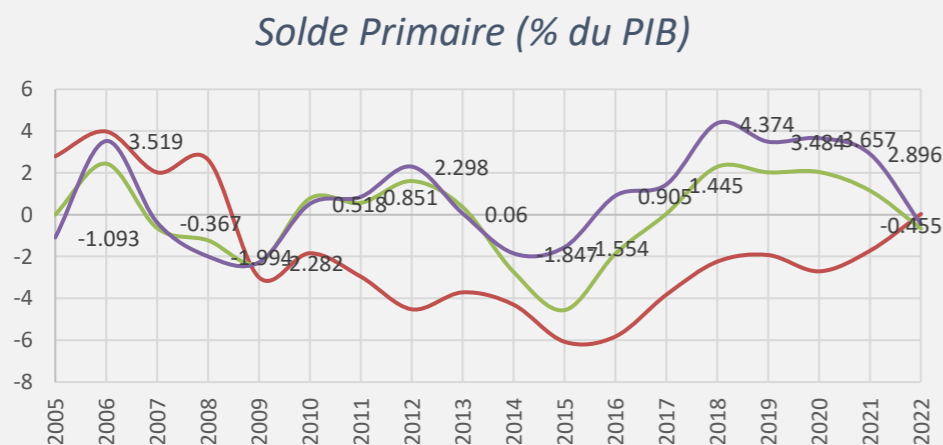
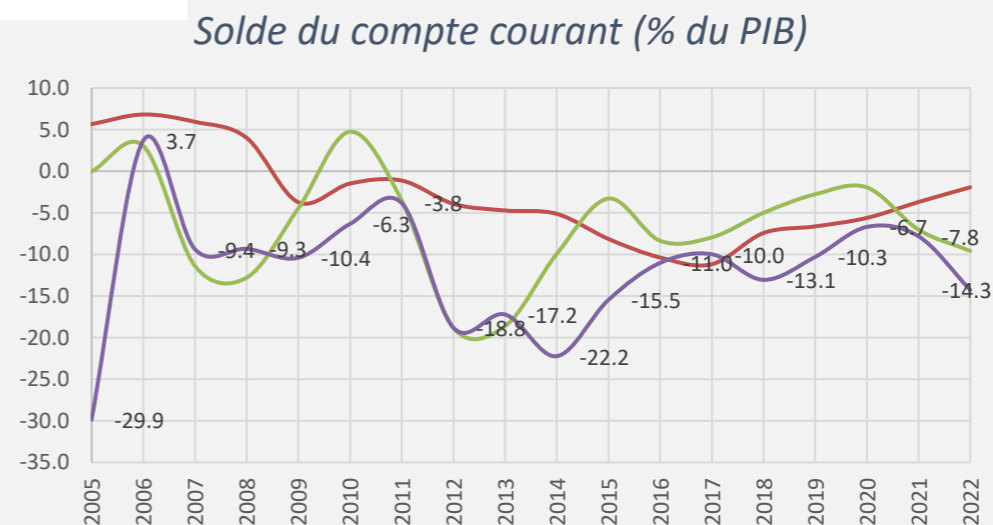
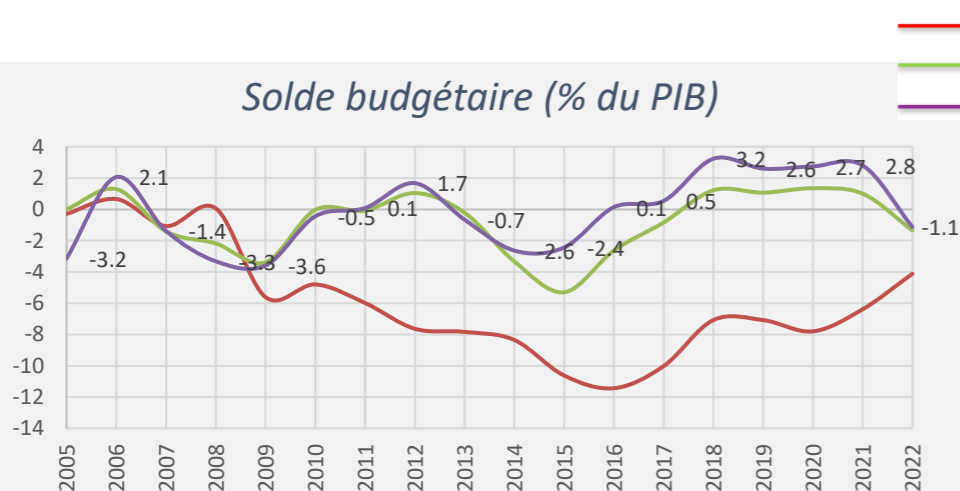
- Le risque lié aux taux d'intérêt fait référence à l'impact potentiel des variations des taux d'intérêt sur les obligations de la dette.
- En Mauritanie, seulement 1,4% de la dette extérieure totale est composée de dettes à taux d'intérêt variable. Ce pourcentage est nettement inférieur à la moyenne des pays arabes (26,9%), des pays les moins développés (35,2%) et des pays de l'IDA (29,4%).
- Il existe une grande diversité dans les taux d'intérêt des prêts accordés par différents créanciers. La façon dont la Mauritanie peut gérer les négociations de la dette afin de réduire le taux d'intérêt (ou modifier la composition des créanciers) est une considération majeure pour les décideurs.

3. Risque lié aux taux de change et gestion de la dette

- En ce qui concerne les considérations de gestion de la dette et en supposant que le régime actuel des taux de change reste inchangé, le risque lié aux taux de change est négligeable.
- Un passage vers un régime de change plus flexible pourrait renforcer la stabilité macroéconomique, mais les gestionnaires de la dette doivent prendre en compte attentivement l'impact sur la gestion de la dette et la nécessité de disposer de réserves étrangères adéquates pour atténuer le risque lié aux taux de change.

VI. Facteurs de soutenabilité de la dette publique

La liquidité externe constitue un défi majeur.

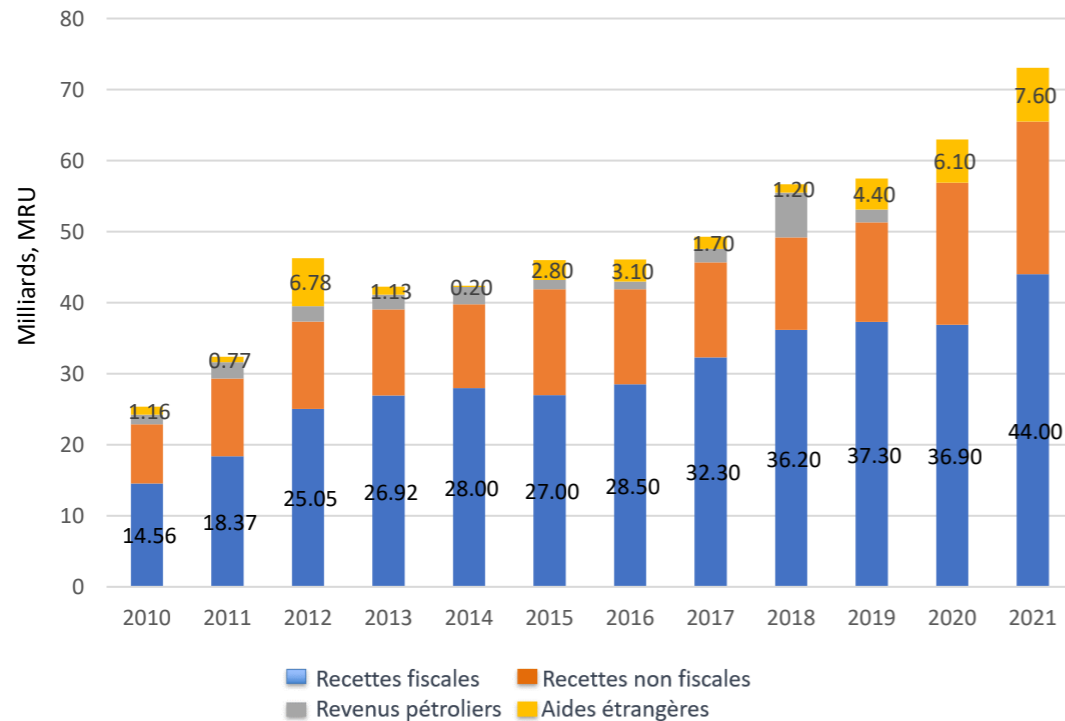


Le déficit élevé du compte courant constitue une contrainte majeure pour la plupart des pays à revenu faible et moyen de la région, car d'une part, ils dépendent fortement des importations pour la consommation locale, tandis que leurs exportations se limitent principalement à des produits primaires.

Composition du budget en Mauritanie

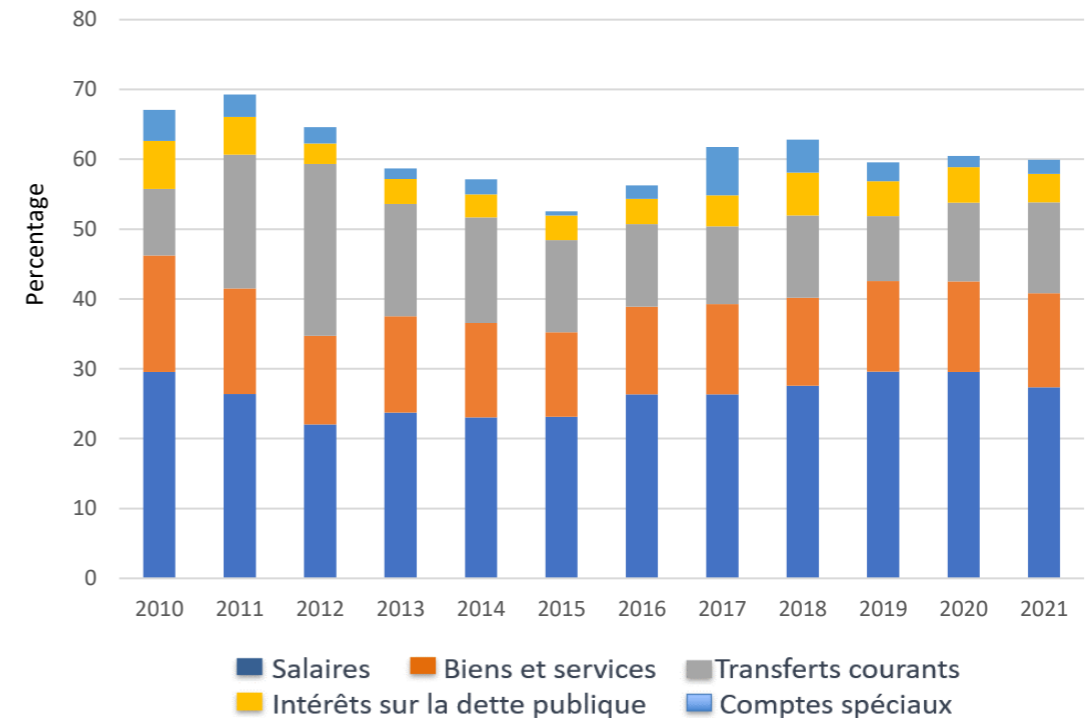
Prédominance des recettes fiscales et tendances d'allocation

Composition des revenus en Mauritanie



Tax/PIB –approx. 12%.

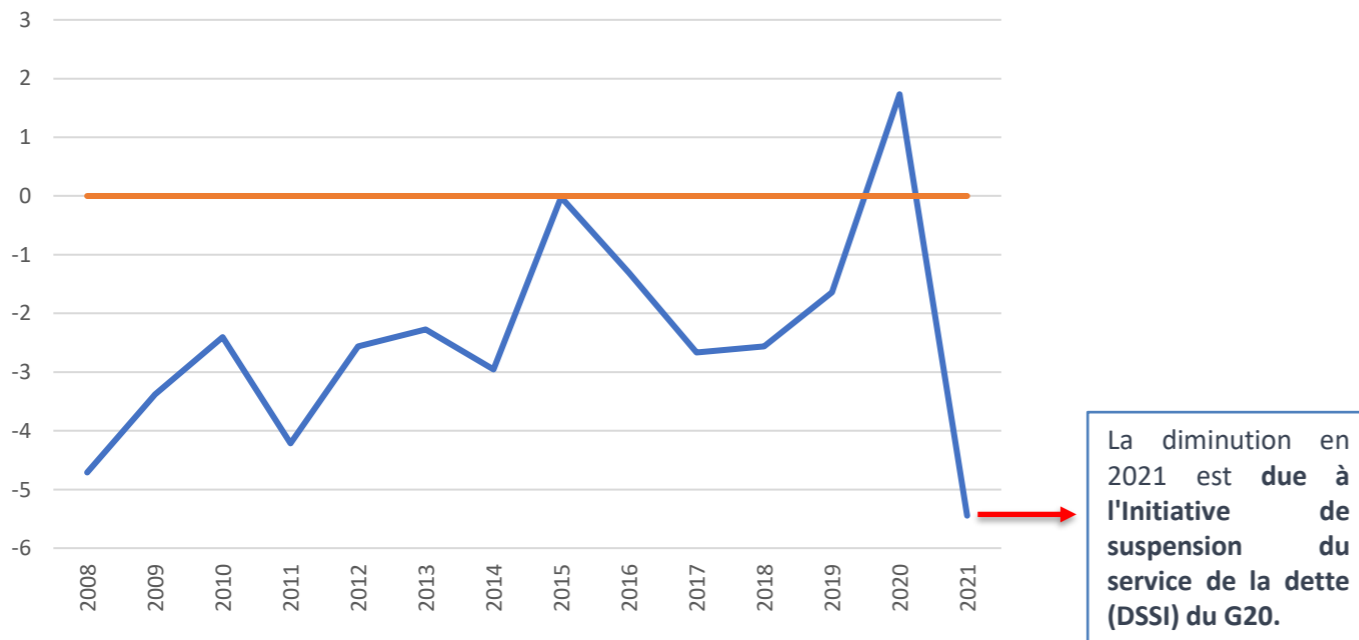
Les tendances des dépenses en Mauritanie



Au cours de la dernière décennie, les allocations aux salaires et aux biens et services ont représenté plus de 40 % des dépenses totales, tandis que les allocations aux paiements d'intérêts ont fluctué entre 3 et 7 %.

L'influence du taux d'intérêt et de la différentielle de croissance sur l'accumulation de la dette publique.

Le différentiel de taux d'intérêt et de croissance (en points de pourcentage)

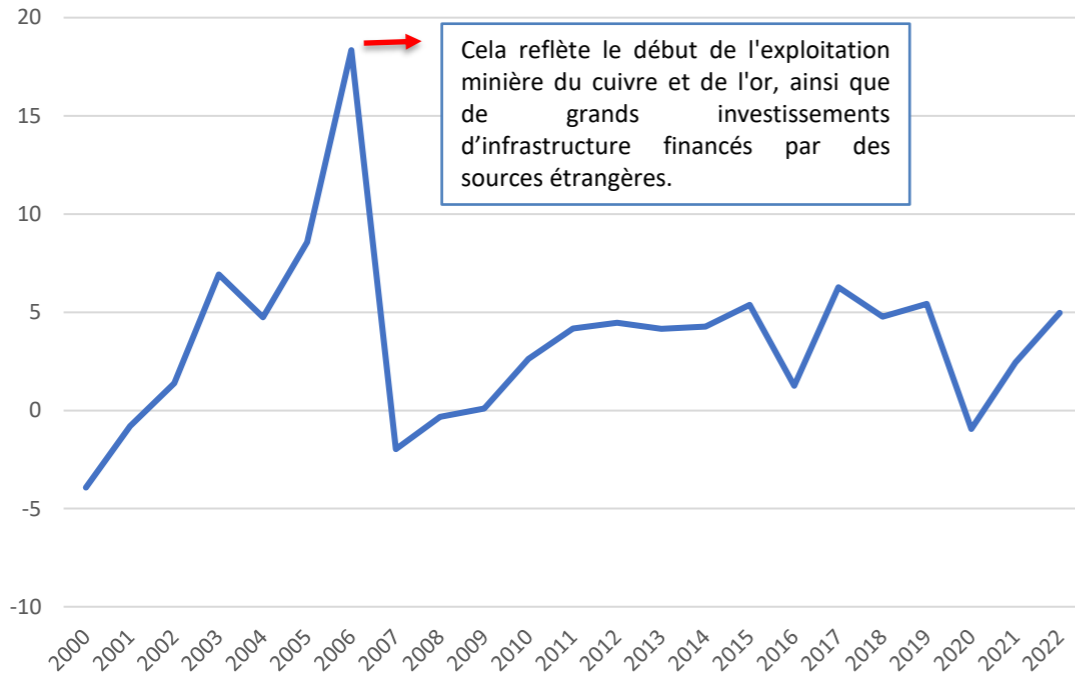


- Le différentiel de taux d'intérêt et de croissance (IRGD) négatif a diminué progressivement en magnitude au fil des années, avant la COVID-19, passant de -2,41 % en 2010 à -1,64 % en 2019.
- La dette publique a légèrement augmenté de 2019 à 2020, et cette augmentation a été causée par un déficit primaire plus élevé et un IRGD défavorable.
- En 2021, malgré l'augmentation de l'inflation, l'activité économique s'est redressée pour atteindre 2,4 % en 2021, contre une contraction de 0,9 % en 2020.

Source: Authors' calculations, based on IDS and WEO

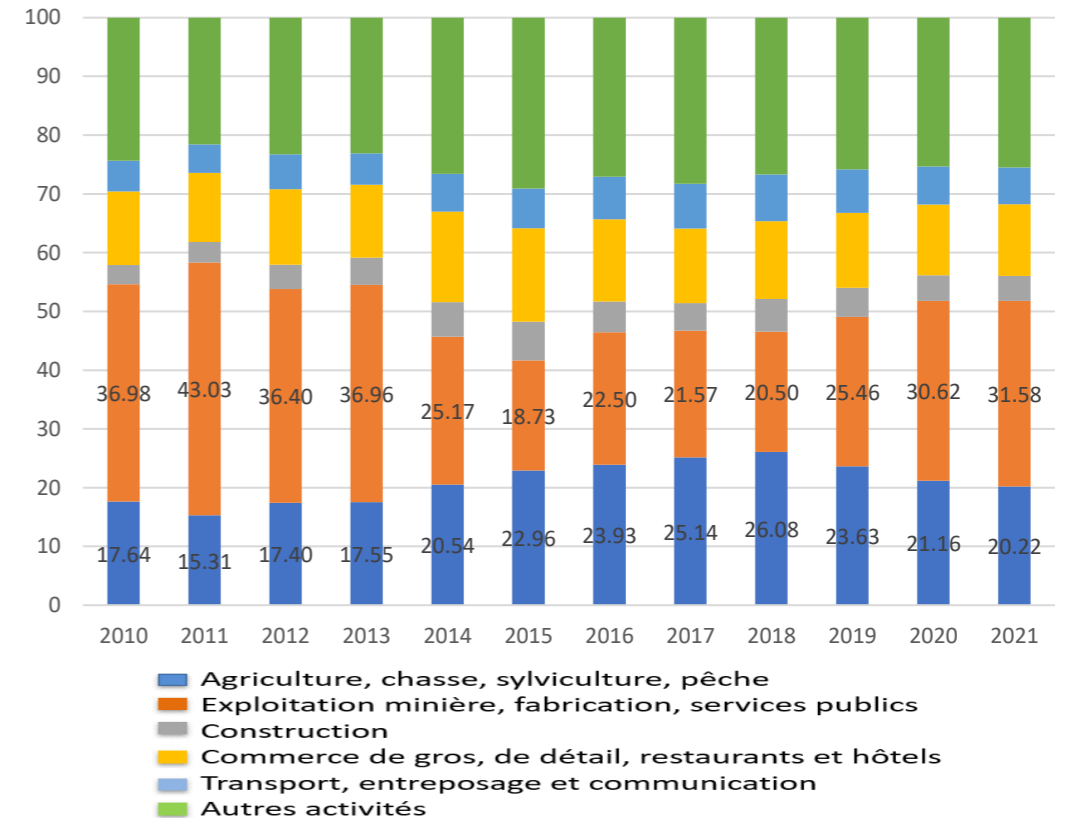
Des fluctuations notables de la croissance du PIB en Mauritanie au fil des ans, y compris une augmentation remarquable de 18 % en 2006.

Taux de variation annuel du produit intérieur brut (PIB) aux prix constants



Source: IMF (2023). WEO database.

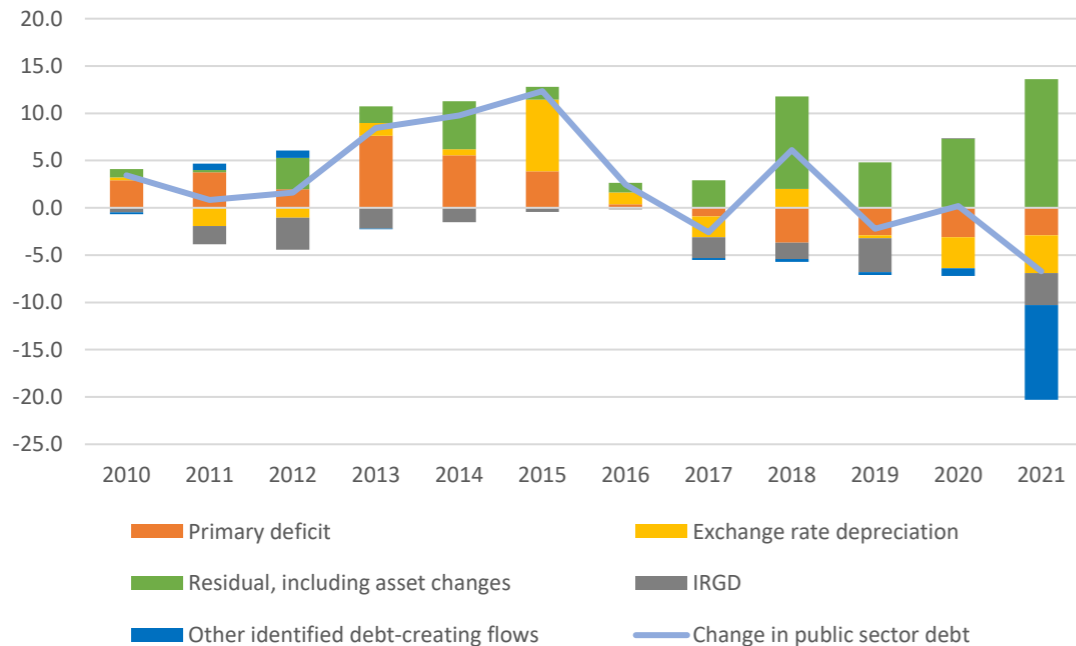
Répartition en pourcentage de la valeur ajoutée du PIB par activité économique.



Source: UN STATS.

L'IRGD et d'autres flux identifiés créant de la dette ont été des contributeurs importants à la baisse de la dette publique au cours de la période 2010-2021 en Mauritanie.

L'IRGD est un contributeur important à la baisse de la dette publique.



Source: IMF, Islamic Republic of Mauritania 2022 Article IV.

- Entre 2010 et 2015, la Mauritanie a connu un déficit primaire qui a annulé les avantages de l'IRGD.
- Au cours des dernières années, l'équilibre primaire a contribué davantage à la diminution de la dette publique que l'IRGD négatif.
- L'appréciation du taux de change réel a contribué à réduire la dette entre 2019 et 2021.
- La réduction plus lente de la dette publique entre 2015 et 2021 en Mauritanie est attribuée à d'importants flux résiduels de dette au cours de cette période.

Cela souligne la nécessité de mener davantage de recherches pour comprendre pleinement la dynamique de la dette publique en Mauritanie.

VII. Elaborer des stratégies d'optimisation de la dette

Le FMI - Le Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (LIC DSFX)

- ❑ Les pays à faible revenu qui mettent en œuvre des politiques macroéconomiques, des institutions, des actifs et des perspectives appropriés maintiennent des niveaux de dette extérieure plus élevés.
- ❑ Le cadre de viabilité de la dette classe les pays en catégories de viabilité de la dette (degré d'endettement tolérable) forte, moyenne et faible.
- ❑ Le cadre établit des repères initiaux et des points de référence pour cinq indicateurs du fardeau de la dette (PIB, exportations, revenus).
- ❑ Les pays dont les performances politiques sont solides ont les limites relatives les plus élevées.

Indicateurs et seuils de viabilité de la dette du CVD					
	Valeur actualisée de la dette publique (%)	Service de la dette extérieure (%)		Valeur actualisée de la dette extérieure (%)	
	PIB	Recettes	Exportations	Exportations	PIB
Insuffisantes	35	14	10	140	30
Moyennes	55	18	15	180	40
Suffisantes	70	23	21	240	55

Source: IMF. [The Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries](#)

Différentes méthodes de simulation

Stratégies d'amélioration de la dette fondées sur des données probantes
Stabiliser le ratio dette/PIB (plutôt que le réduire) peut accroître la marge de manœuvre budgétaire et stimuler la croissance

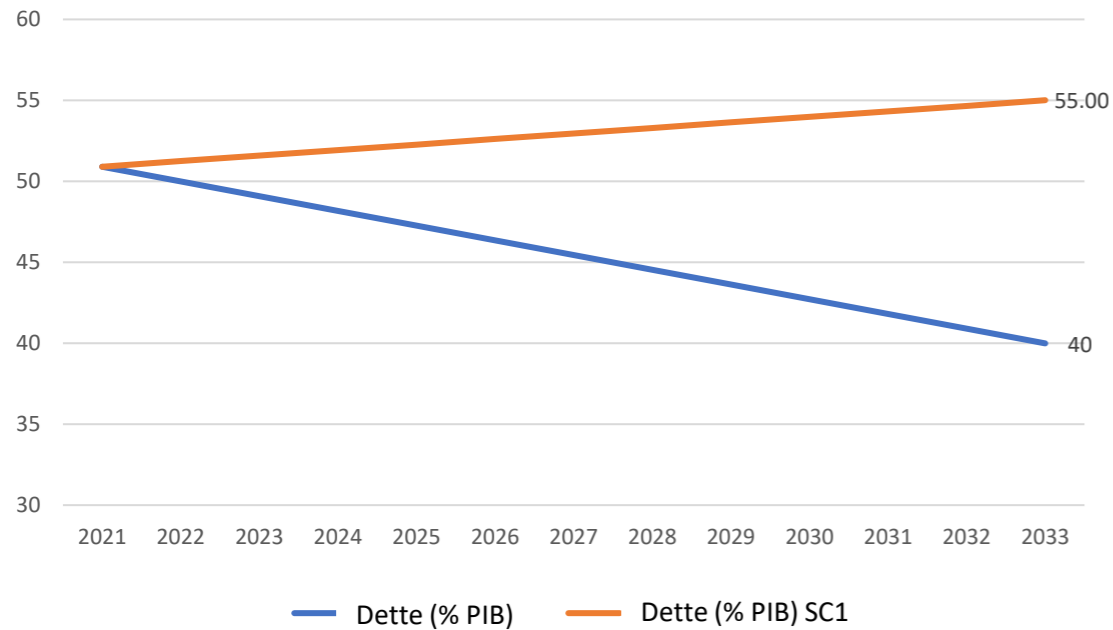
- Réduire les coûts et les risques : une analyse au niveau des instruments
- La stabilisation du ratio dette/PIB à moyen terme peut stimuler les dépenses budgétaires : simulation au niveau des instruments
- Gestion du solde primaire : simulation basée sur l'IRGD (au niveau macroéconomique)
- Stabiliser le ratio dette/PIB pour améliorer le financement des dépenses sociales : une simulation macroéconomique
- Transfert de dette pour financer l'action pour le climat et les ODD : Échanges de dette pour l'action pour le climat/ODD.

Indicateurs de coût et de risque du portefeuille de dette à la fin de l'année 2024.

Indicateurs de risques		2021	A fin de l'année 2024			
		Actuel	S1	S2	S3	S4
Dette nominale en pourcentage du PIB		47.9	43.7	43.72	43.72	43.7
Valeur actualisée de la dette en pourcentage du PIB		38.8	34.9	34.7	34.8	34.9
Paiement des intérêts en pourcentage du PIB		0.9	1.0	0.9	0.9	1.0
Taux d'intérêt implicite (Pourcentage)		1.9	1.9	1.87	1.9	1.97
Risque de refinancement	Dette arrivant à échéance dans 1 an (% du total)	9.4	10.1	8.9	8.47	8.48
	Dette arrivant à échéance dans 1 an (% du PIB)	4.4	4.4	3.9	3.7	3.7
	Portefeuille externe (années)	8.9	9.1	9.2	9.1	9.10
	Portefeuille domestique (années)	14.5	12.3	13.5	13.1	13.1
	Portefeuille total (années)	9.7	9.6	9.7	9.6	9.6
Risque de taux d'intérêt	Capacité de remboursement (années)	9.7	9.6	9.7	9.6	9.6
	Dette fixée dans 1 un (% du total)	9.4	10.0	8.8	8.4	9.6
	Dette a taux fixe, y compris bons du Trésor (% du total)	100.0	99.7	99.7	99.7	98.5
	Bons du Trésor (% du total)	4.2	4.2	3.1	2.0	2.0
Risque du taux de change	Dette en devise (% du total)	86.5	87.0	88.1	87.7	87.7
	Dette ST Devise (% des réserves)	14.4	14.6	14.6	14.6	14.6

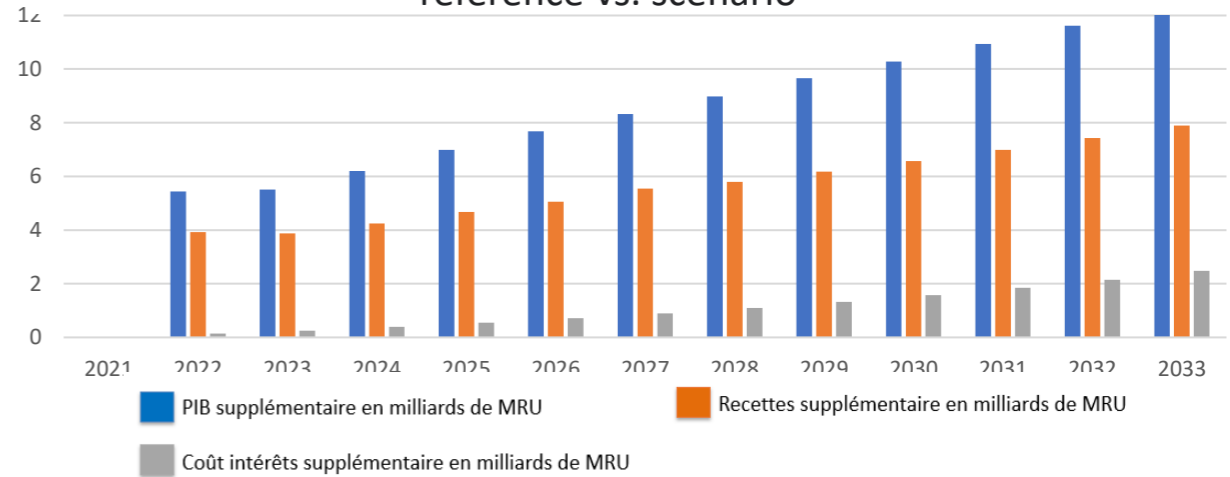
La stabilisation du ratio de la dette au PIB à moyen terme peut stimuler les dépenses budgétaires : une simulation au niveau des instruments pour gérer les paiements d'intérêts (exemple)

Dette par rapport au PIB (%)
Base de référence vs. scénario

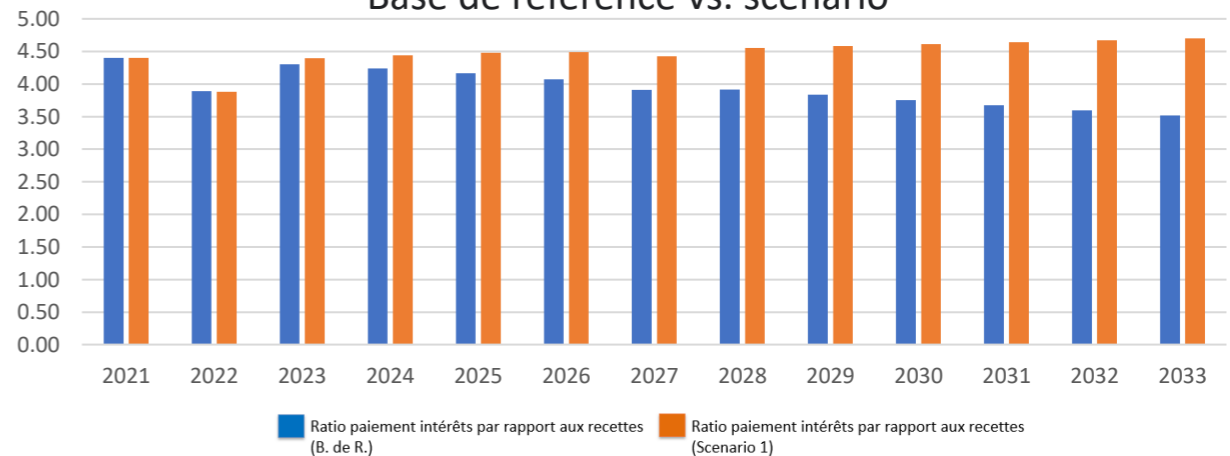


La simulation est basée sur la Stratégie 3 pour la Mauritanie pour la période 2022-2024.

Production supplémentaire, revenus, paiements d'intérêts Base de référence vs. scénario



Paiement d'intérêts par rapport aux recettes
Base de référence vs. scénario



Gestion du solde primaire (niveau macroéconomique)

Effet du taux d'intérêt et de l'écart de croissance (IRGD)

La différence entre le taux d'intérêt et la croissance (IRGD) joue un rôle critique dans la détermination de la dynamique de la dette d'un pays lors de l'évaluation du solde primaire réel et requis pour la stabilisation de la dette. Cela peut être dérivé de l'identité liant les variations du ratio de la dette publique d'un pays ($\Delta b_t = b_t - b_{t-1}$) à l'IRGD ($\theta_t = r_t - g_t$) et à l'excédent fiscal primaire ($[ps]_t$) :

$$\Delta b_t = \theta_t / (1 + g_t) b_{t-1} - [ps]_t \dots \dots \dots eq 1$$

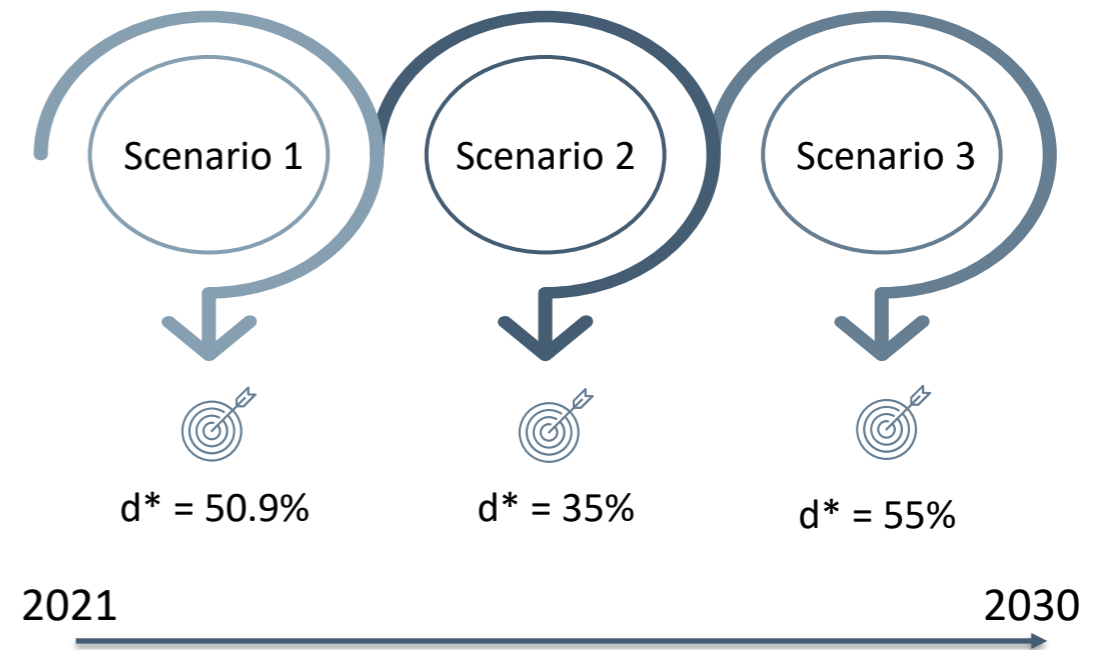
À partir de l'équation 1, on peut dériver les variations du ratio de la dette sur un horizon (stable ou explosif) en utilisant des hypothèses sur l'IRGD (θ_t) et le solde primaire ($[ps]_t$).

Alternativement, le solde primaire pour stabiliser la dette ($[ps]^*$) est défini comme le solde primaire requis pour maintenir le ratio de la dette fixé à son niveau actuel (b_{t-1}^*), étant donné θ_t :

$$[ps]^* = \theta_t / (1 + g_t) b_{t-1}^* \dots \dots \dots eq 2$$

Gestion du solde primaire (niveau macroéconomique)

- En utilisant l'IRGD, le solde primaire requis peut être calculé par le biais d'exercices de simulation afin d'atteindre des objectifs de dette ou de maintenir des ratios de stabilisation de la dette par rapport au PIB.
- Nous avons utilisé des moyennes sur dix ans et cinq ans de l'IRGD en prenant en compte le taux d'intérêt effectif réel pondéré, par la part de la dette étrangère et de la dette intérieure, ainsi que le taux de croissance réel.
- Trois scénarios ont été examinés, en se basant sur les critères de charge de la dette spécifiés par le FMI.
- Deux conditions sont prises en compte :
 1. Aucun changement dans l'IRGD.
 2. Si l'IRGD se détériore d'un point de pourcentage.

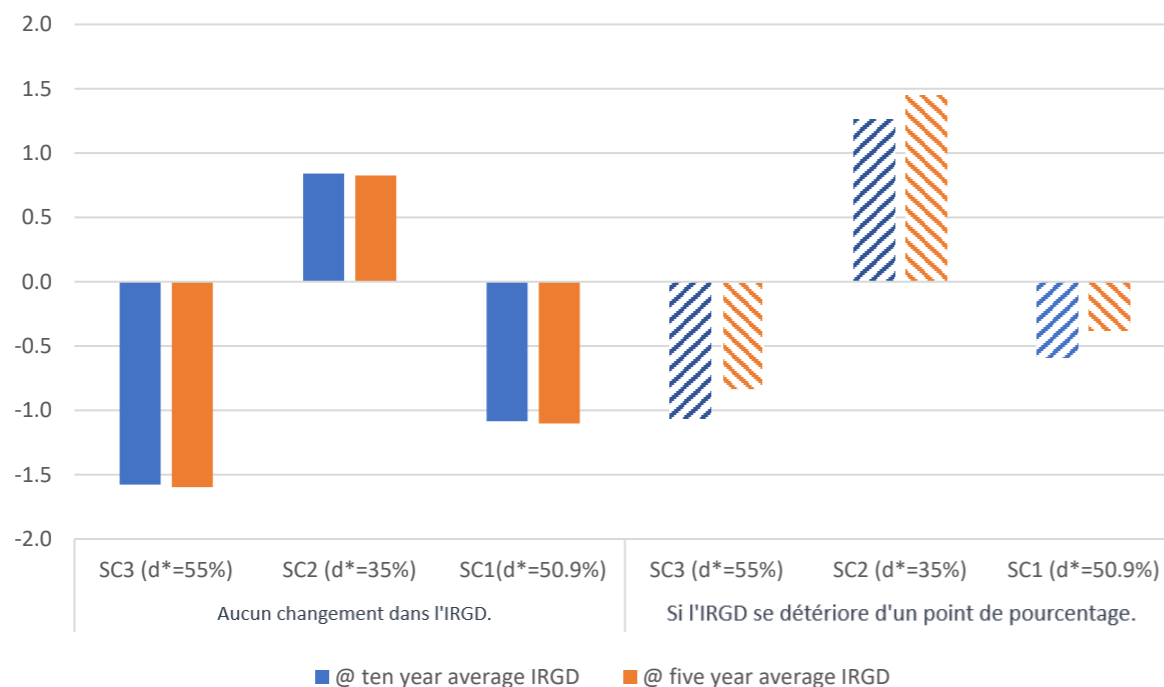


d* : objectif de dette, part de la dette par rapport au PIB à maintenir en 2030.

Résultats de simulation

Solde primaire requis pour différents ratios dette/PIB (2021-2030)

Scénarios de stabilisation de la dette et de solde primaire requis correspondant.



Source: Authors' calculations based on data from IMF

	SC 1 Ratio Dette/PIB fixé à 50%	SC 2 Ratio Dette/PIB fixé à 35%	SC 3 Ratio Dette/PIB fixé à 55%
Condition 1	Le déficit primaire requis peut être d'environ 1 % du PIB en raison de l'IRGD négatif.	Le solde primaire doit être maintenu à 0,8 % du PIB, en tenant compte de l'IRGD moyen des dix dernières années.	Le ratio requis du solde primaire par rapport au PIB serait inférieur à zéro, ce qui permettrait de disposer d'un espace fiscal supplémentaire (-1,6 % du PIB).
Condition 2	Si l'IRGD se détériore d'un point de pourcentage, le niveau requis du solde primaire diminue à 0,6 % du PIB.	Si l'IRGD se détériore d'un seul point de pourcentage, ces financements supplémentaires diminuent d'environ 0,4 point de pourcentage.	Ces financements supplémentaires diminuent d'environ 0,5 point de pourcentage si l'IRGD se détériore d'un seul point de pourcentage.

La stabilisation de la dette par rapport au PIB à moyen terme et l'augmentation des dépenses sociales peuvent favoriser la croissance : Exemple de la Tunisie.

Les scénarios

Scénario 1 - Dynamique du financement de la dette

La stabilisation de la dette par rapport au PIB se situe au-dessus du niveau ciblé à court et moyen terme.

Amélioration de l'espace budgétaire et des dépenses gouvernementales.

Aucun ciblage sectoriel des dépenses n'est supposé.

Scenario 2 Dynamique du financement de la dette et des revenus

L'espace budgétaire est financée par l'augmentation des revenus grâce à des réformes fiscales (amélioration du ratio impôts/PIB).

Réalisé grâce à la collecte des impôts, à l'élargissement de l'assiette fiscale et au respect des obligations fiscales (sans nécessairement augmenter les taux d'imposition).

Aucun ciblage sectoriel des dépenses n'est supposé.

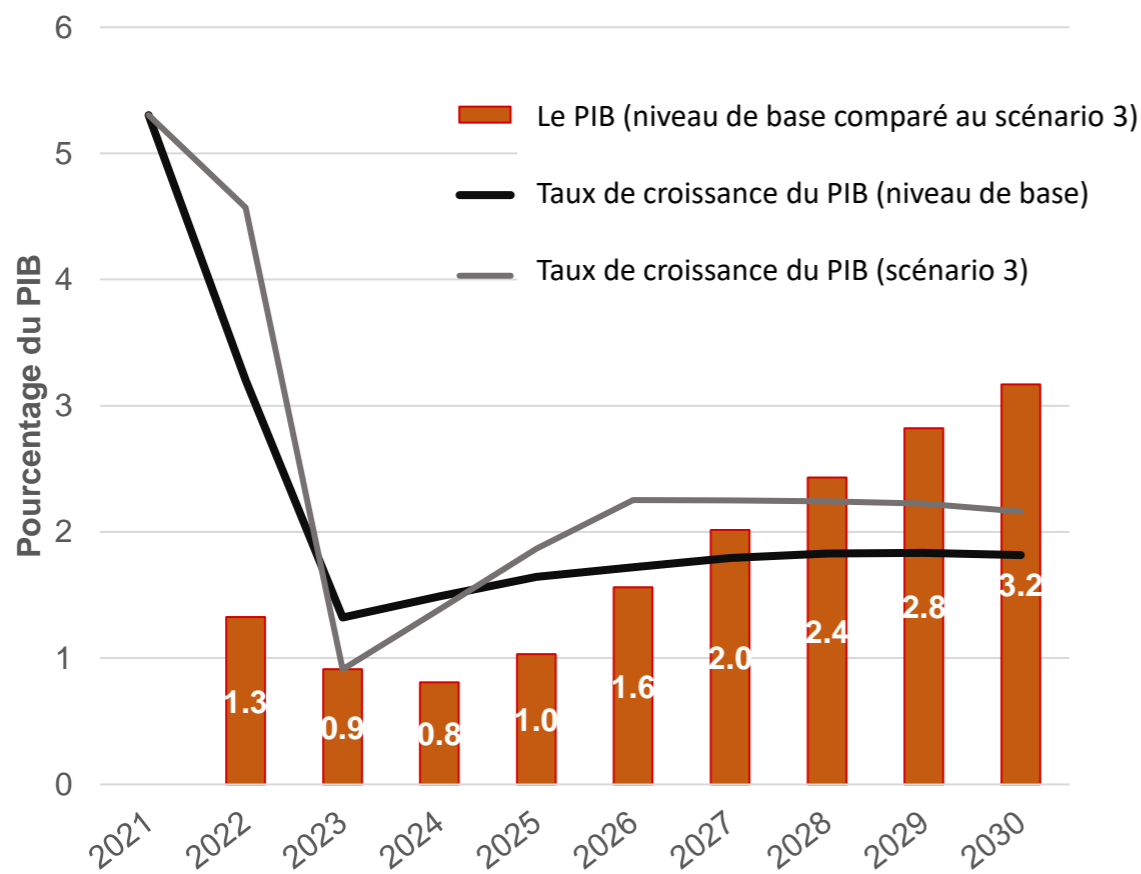
Scenario 3 Les dépenses accrues sont ciblées sur des investissements sociaux.

En alternative au Scénario 2, les ressources supplémentaires sont orientées vers des investissements sociaux tels que le logement, la santé et l'éducation. Les données sur d'autres aspects du suivi des dépenses sociales (SEM) ne sont pas adéquates actuellement pour l'exercice de modélisation. Une augmentation de la productivité totale des facteurs (PTF) est modélisée.

Source: [Social Expenditure Monitor for Arab States](#)

La stabilisation de la dette par rapport au PIB à moyen terme et l'augmentation des dépenses sociales peuvent favoriser la croissance : Exemple de la Tunisie.

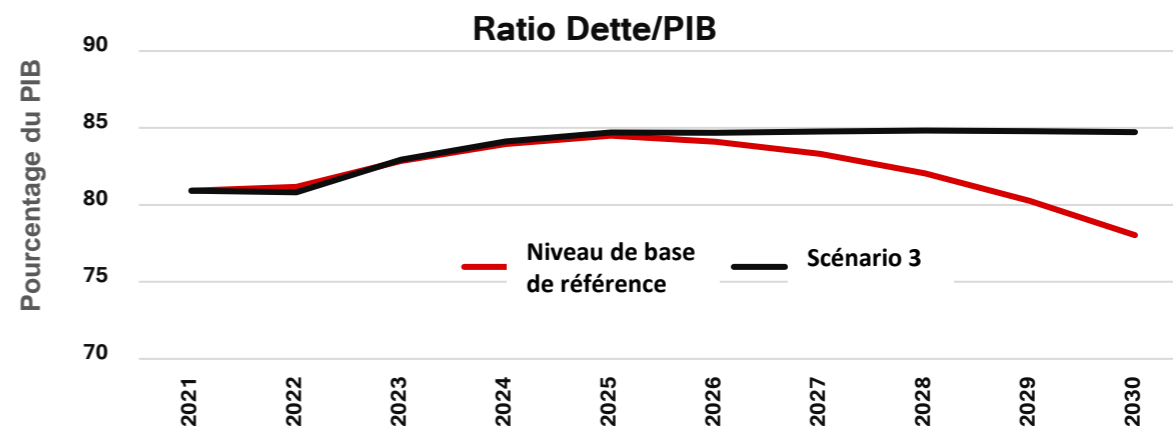
Différence de croissance et de niveau du PIB.



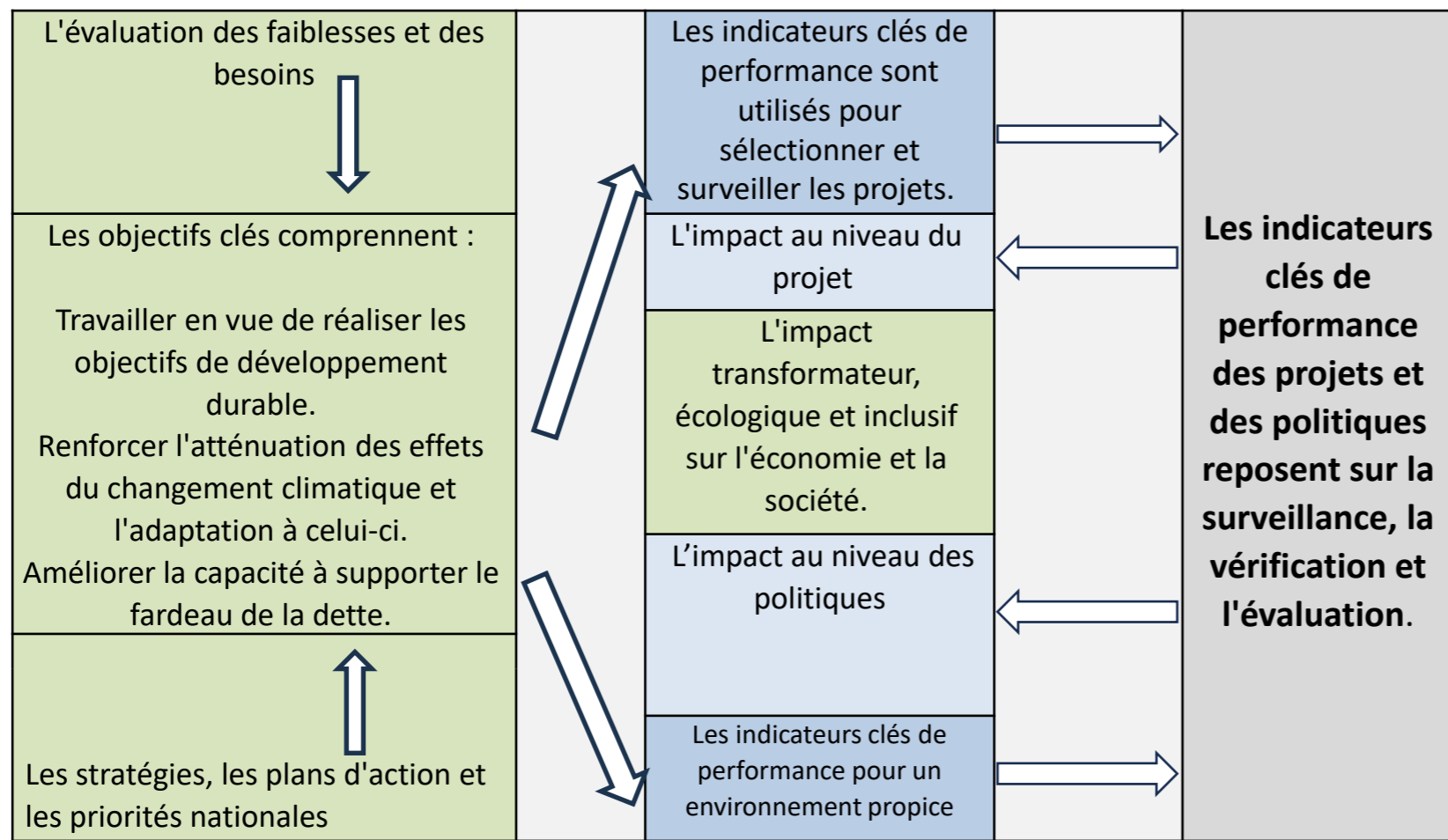
Une augmentation de 3,2 % des niveaux de production par rapport à la référence en 2030 dans le scénario 3, contre une augmentation de 2,7 % de la production dans le scénario 2.

Cibler l'augmentation de l'espace budgétaire vers des investissements sociaux (santé, éducation, logement) comme proposé dans le scénario 3, par rapport à l'absence de ciblage dans le scénario 2.

En stabilisant le ratio dette/PIB à 85 % et en améliorant le ratio impôts/PIB d'un point de pourcentage



Le programme d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable est mis en place avec un cadre de référence des indicateurs de performance.



Pour sélectionner un programme d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable, trois critères globaux peuvent être considérés :

1. Accélérer les mesures d'atténuation et/ou d'adaptation aux changements climatiques : Le programme doit viser à prendre des mesures concrètes pour réduire les effets du changement climatique et/ou s'adapter à ceux-ci.
2. Cibler les populations et les zones vulnérables - Soutenir la réalisation des objectifs de développement durable choisis : Le programme devrait bénéficier aux populations et aux régions les plus vulnérables, en contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable sélectionnés.
3. Élargir l'accès au financement à long terme : Améliorer la capacité à supporter la dette : Le programme devrait permettre d'accéder à un financement à long terme, tout en améliorant la capacité à supporter le fardeau de la dette.

Source: ESCWA 2022. [“A regional framework for a debt swap mechanism and key performance indicators for climate action/SDGs progress in the Arab region”](#), prepared by Dr. Ulrich Volz.

Échange de dette contre action climatique/Objectifs de Développement Durable - Initiative de liens entre les bailleurs de fonds : Rôle de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO/ESCWA).



- ❖ Fournir une assistance technique et collaborer avec les parties prenantes nationales (gouvernement et société civile) pour élaborer une proposition nationale sur le programme d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable, en alignement avec les priorités nationales et le cadre des principaux indicateurs de performance.
- ❖ Faciliter la communication entre les débiteurs et les créanciers pour assurer l'engagement des créanciers envers le programme d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable.
- ❖ Établir des contacts avec les bailleurs de fonds et les institutions de financement du développement pour mobiliser un soutien financier, y compris des garanties, des subventions, des financements concessionnels, afin d'accroître les investissements dans le programme d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable.

Échange de dette contre l'action climatique/Objectifs de Développement Durable - Initiative de liens entre les bailleurs de fonds : Rôle de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO/ESCWA).



- ❖ Communiquer et collaborer avec les agences de notation pour clarifier les avantages du programme d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable sur la stabilité économique globale et l'environnement d'investissement.
- ❖ Améliorer les capacités nationales grâce à des ateliers de formation nationaux sur la surveillance et l'évaluation, avec la participation des parties prenantes nationales (gouvernement et société civile).
- ❖ Développer des plateformes électroniques pour améliorer la transparence et faciliter l'échange de données entre les parties prenantes (débiteurs et créanciers).
- ❖ Accroître la sensibilisation et la diffusion des programmes d'échange de dette contre action climatique/Objectifs de développement durable lors des forums mondiaux et régionaux pour accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme 2030.

VII. Conclusion et discussion

- Les niveaux de la dette souveraine ont augmenté de manière constante, mais le ratio dette/PIB a diminué après 2015. Ce ratio a particulièrement diminué au cours des dernières années en raison de la forte croissance nominale du PIB en 2021 et en 2022 (projection).
- **Une meilleure performance économique ne devrait pas nécessairement réduire le ratio dette/PIB en tant que condition d'une dette soutenable dans le contexte des pays en développement. Un cadre stratégique bien élaboré visant à stabiliser le ratio dette/PIB à moyen terme peut soutenir la mobilisation de financements par la dette pour l'expansion budgétaire et l'amélioration de la croissance (ESCWA 2017, 2022).**

Conclusion et discussion

- Équivalant à un cinquième (20%) des revenus, le service de la dette limite les possibilités de financer les Objectifs de développement durable (ODD).
 - **La mobilisation des recettes intérieures, en particulier la fiscalité des entreprises et une meilleure conformité fiscale, peut générer davantage de revenus, en plus d'élargir la base de revenus et de lutter contre l'évasion fiscale transfrontalière.**
 - **L'efficacité des dépenses est également à prendre en compte. « Social Expenditure Monitor, SEM » de l'ESCWA aide les États membres à cet égard.**
 - **L'amélioration de la liquidité est un autre aspect important. L'initiative de l'ESCWA « Climate/SDGs Debt Swap – Donor Nexus » aide les États membres à renforcer leur marge de manœuvre budgétaire pour le financement de l'action climatique et des ODD.**

Conclusion et discussion

- La dette multilatérale représente une part significative de la dette, ce qui implique un taux d'intérêt plus élevé, en moyenne. Le taux d'intérêt est en tendance à la hausse. La dette multilatérale représente environ la moitié de la dette publique et publiquement garantie.
 - **Il est proposé de négocier une augmentation de la part des prêts concessionnels des institutions multilatérales, ce qui fait partie des propositions politiques du Stimulus des ODD et qui est actuellement discuté en prévision du Sommet de Paris (Paris Summit).**
- Le coût de la dette, le taux d'intérêt effectif, pour la Mauritanie est légèrement supérieur à la moyenne des pays les moins avancés (PMA). Il existe une grande diversité entre les créanciers à cet égard.
 - **Comment la Mauritanie peut négocier sa dette pour réduire le taux d'intérêt (ou changer la structure des créanciers) est une considération clé pour les décideurs.**

Conclusion et discussion

- Presque toute la dette est extérieure, avec une part négligeable de dette intérieure. Il est nécessaire d'accroître les sources intérieures à moyen et long terme.
 - **L'évaluation du potentiel du marché intérieur est une considération importante. Cela implique l'analyse des taux d'épargne et d'investissement des ménages, ainsi que l'amélioration des données disponibles.**
 - **Il est également important d'améliorer la préparation afin de pouvoir accéder à de nouveaux instruments de financement innovants pour soutenir l'action climatique et les Objectifs de développement durable (ODD).**

Merci pour votre écoute attentive!

Niranjan Sarangi

Charge Principal des Affaires Economiques,
à l'ESCWA

Coordinateur de projet

sarangi@un.org



Shared Prosperity Dignified Life



APERÇU DES RÉFORMES PROPOSÉES DE L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Architecture de résolution de la dette

Mise en place d'un fonds de travail pour soutenir le Cadre commun
Autorité de la dette souveraine à moyen terme

Renforcement des marchés de la dette pour les Objectifs de développement durable

Transparence de l'analyse de la soutenabilité de la dette liée aux Objectifs de développement durable et au climat
Clauses de dette résilientes au climat

Renforcer la liquidité et élargir le filet de sécurité

Accroître le rôle des DTS (SDR)
Renforcer les arrangements régionaux
Accroître la taille du FMI, mais en l'utilisant moins

Faciliter le marché multilatéral de swaps Réduire la volatilité des comptes de capitaux

Coordination macroéconomique
Gestion des comptes de capitaux

Amplifier massivement les banques multilatérales de développement
Mobiliser d'importants volumes de financement avec de meilleures conditions
Orienter les opérations conformément aux Objectifs de développement durable
Allouer les ressources en fonction des besoins et de la vulnérabilité
Accroître le financement climatique avec une approche additive
Utiliser efficacement les financements privés Augmenter les financements concessionnels



Transformer la gouvernance des institutions financières internationales

Réformer les quotas et les droits de vote du FMI
Dissocier l'allocation des ressources de l'accès à ces ressources ; baser les allocations sur les besoins et la vulnérabilité Améliorer la transparence dans la sélection des dirigeants

Créer un organe représentatif de coordination économique

Assurer la cohérence de toutes les règles et les cadres avec les Objectifs de développement durable

Normes fiscales mondiales pour la numérisation et la mondialisation

Architecture fiscale inclusive Règles simplifiées pour répondre aux besoins des pays en développement
Taux d'imposition minimum mondial considérablement plus élevés

Instruments de transparence au bénéfice de tous

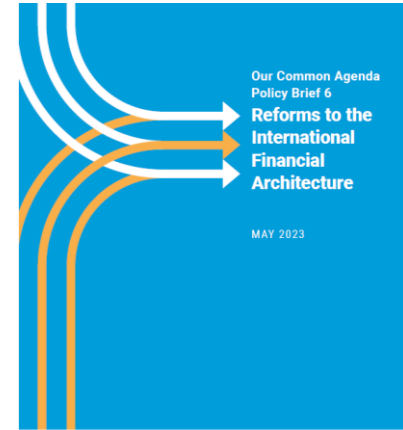
Non-réciprocité pour les pays en développement

Renforcer la réglementation financière

Réglementer les banques et les institutions financières non bancaires
S'attaquer au court-termisme sur les marchés

Rendre les entreprises durables

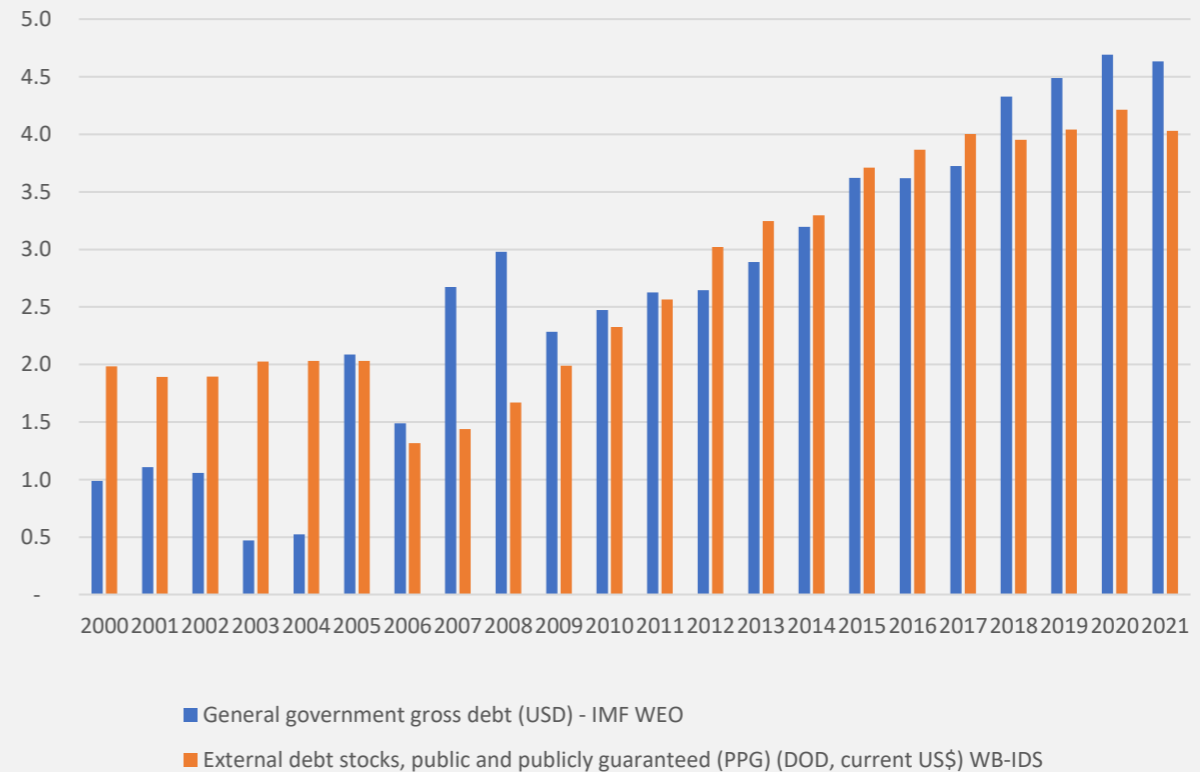
Rapports obligatoires sur la durabilité
Cadres politiques et réglementaires alignés sur les objectifs de développement durable et l'action climatique



Défis liés aux données

- Dans certaines années, les données rapportées indiquent que la dette publique brute est inférieure à la dette publique extérieure.
- Les estimations des paiements d'intérêts pour les années 2022 et 2023 dans les budgets ne correspondent pas à celles rapportées dans les Systèmes d'information sur la dette (IDS) de la Banque mondiale.
- Absence de données sur la dette intérieure, y compris les paiements d'intérêts.

Dette brute du gouvernement général vs dette publique extérieure.



Disparité des données sur les estimations des paiements d'intérêts pour les années 2022 et 2023

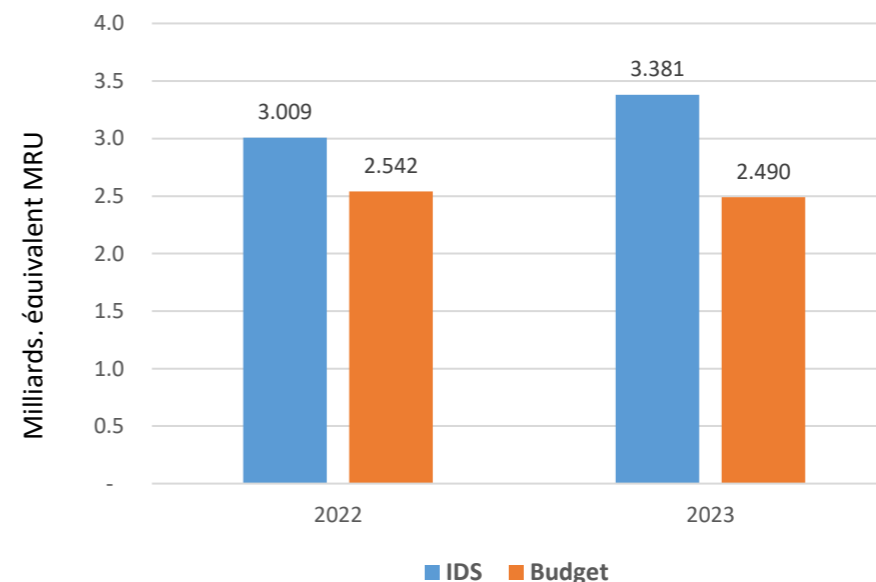
Budgets vs Systèmes d'information sur la dette (IDS) de la Banque mondiale.

Budget de l'Etat

	2022	2023
Total général des ressources du budget de l'Etat (financement du déficit non compris)	90,437,395,405	102,000,883,454
I. Total des ressources du budget général	86,296,395,405	96,796,248,823
II. Ressources des comptes spéciaux du Trésor, Budget Annexes et Fonds de Concours	4,141,000,000	5,204,634,631
Total des charges du budget de l'Etat	108,142,161,346	111,423,844,448
I. Total des dépenses du budget général	104,001,161,346	106,219,209,817
1. Dépenses courantes	59,957,363,434	56,470,253,603
2. Intérêts sur la dette publique	3,341,900,000	3,124,356,214
2.a. Extérieurs	2,541,900,000	2,490,000,000
2.b. Intérieurs	800,000,000	634,356,214
3. Reserves communes	2,400,000,000	2,670,253,603
4. Dépenses d'Equipment	38,301,897,912	46,624,600,000
II. Dépenses des comptes spéciaux, Budget annexes et fonds de concours	4,141,000,000	5,204,634,631
Deficit/Surplus	(17,704,765,941)	(9,422,960,994)

Source: Mauritania, MoF.

Incohérence entre les paiements d'intérêts budgétisés et les données IDS de la Banque mondiale pour les années 2022 et 2023.



Service de la dette sur la dette extérieure.

	2022	2023
Service de la Dette sur la Dette extérieure (PPG) (Total, US\$)	588,992,820.20	608,306,043.20
Remboursement du principal (PPG) (Amortissement, US\$)	507,478,336.40	520,580,820.00
Paiement des intérêts, (PPG) (Intérêts, US\$)	81,514,483.80	87,725,223.20

Source: World Bank. International Debt Statistics.